

CRISE, RESTRUCTURATION, CHÔMAGE...



**LES LICENCIEMENTS
NE SE NÉGOCIENT PAS
ILS SE REFUSENT**

L'EMPLOI LE PREMIER DES DROITS

CHÔMAGE, flexibilité, mobilité, licenciements, reconversions sont les multiples facettes d'un même projet patronal : diviser la classe ouvrière en trois ! Les uns, chômeurs, vivront aux frontières de la misère. D'autres devront se contenter d'emplois à temps partiel, de contrats à durée déterminée ou de postes sous-rémunérés sans avenir. Les privilégiés qui bénéficieront d'un emploi garanti seront soumis à la mobilité géographique, aux horaires flexibles au gré de la marche des entreprises et des décisions de leurs états-majors.

La vogue du « modèle japonais », disséqué et vanté dans les milieux patronaux et gouvernementaux, n'a pas d'autres racines. Ce sont ces méthodes d'exploitation et de division des travailleurs, en vigueur dans ce pays, que veulent implanter en France — comme en Europe d'ailleurs — ceux qui nous dirigent et nous gouvernent.

Le rapport du P.D.G. Dalle, parrainé par Mitterrand, sur la restructuration de l'automobile, n'en fait pas mystère. Il propose l'organisation du travail appliquée dans les firmes japonaises comme le modèle à suivre en France. Les sureffectifs, chiffrés à 74 000 seraient éliminés d'ici 1988, et les effectifs maintenus seraient soumis à de nouvelles conditions de travail ruinant les acquis de la classe ouvrière depuis l'obtention, en 1936, de la semaine de quarante heures en cinq jours. Si nous laissons les patrons et le gouvernement faire, c'est dans ce décor que notre pays comptera trois millions de chômeurs.

Chômage pour cause de profits

Les patrons n'en finissent pas de se frotter les mains, la gauche, depuis le 10 mai, ayant pleinement réhabilité la notion de profit. Ils ont donc les mains libres pour se consacrer ouvertement, avec l'aval du gouvernement, à se seule recherche. Le profit est devenu roi. Celui-ci inquiétait depuis plus de dix ans, affichant une tendance inexorable à la baisse. Depuis 82, il a redressé sa courbe. La tendance devrait se poursuivre en 1985. Pour s'en assurer, les possédants tirent sur trois cordes qui contribuent toutes à ligoter les travailleurs.

La première est illustrée par la courbe du chômage. Elle s'envole à mesure que les profits se redressent. Les licenciements, dans une entreprise dont la production se maintient ou s'accroît, renforcent évidemment les profits patronaux, à mesure que les « frais salariaux » diminuent. Si les débouchés d'une entreprise se réduisent, les patrons commenceront par réduire les effectifs au moins dans la même proportion. Et si leur production n'est toujours pas rentable, ils reprendront leurs billes et leurs capi-

taux pour aller les mettre en valeur ailleurs, laissant les salariés sur le carreau.

La seconde corde, utilisée pour accroître les profits consiste à faire produire les travailleurs actifs plus et mieux. La flexibilité et l'organisation du travail « à la japonaise » servent de levier. Si l'accord sur ce point n'a pas été signé — de justesse —, les patrons expérimentent déjà ses effets dans de nombreuses entreprises du secteur privé ou public. A Renault-Cléon, des équipes ont été créées pour « accroître la durée d'utilisation des équipements ». Elles travaillent 28 heures dont 10 heures le samedi et le dimanche. Chez Thomson-Angers (nationalisé), la réduction du temps de travail à 35 h 30 s'est accompagnée du passage en deux équipes et du temps partiel imposé aux femmes. Quarante d'entre elles, qui avaient refusé, ont été licenciées.

La troisième corde, la baisse du pouvoir d'achat, la désindexation des salaires sur le coût de la vie, complète la politique patronale de restauration des profits dirigée contre l'emploi. Elle comprime encore les charges salariales de l'entreprise au moment où le gouvernement utilise toutes les ficelles pour réduire leurs charges sociales. Accroissement du chômage, déréglementation du temps de travail, réduction du pouvoir d'achat sont trois conséquences communes et réservées à la classe ouvrière, au profit des possédants. Les profits d'aujourd'hui ne sont pas les emplois de demain !

Les faux calculs du gouvernement

De concert avec l'Hôtel Matignon et le Palais de l'Élysée, les états-majors des ministères de l'Industrie, des Finances et de l'Emploi se posent aujourd'hui une seule question : comment stimuler l'investissement industriel ? Les déductions fiscales et les réductions de charges dans ce but sont examinées sous tous les angles. La fameuse « modernisation » colle toujours mieux aux exigences des états-majors patronaux. Elle viendra conforter ceux-ci dans leur course au profit aux dépens de l'emploi.

Preuve s'il en est besoin, la carte des 14 pôles de conversions créés par le gouvernement en février 1984 correspond à peu près exactement à la carte des plans de licenciements mis en œuvre ou cautionnés par le gouvernement dans les zones industrielles traditionnelles du pays. Le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la région du Creusot, le département de la Loire, le bassin de La Seyne et de La Ciotat sont en danger de mort. Après les avoir exploités des décennies durant, le capital privé les délaisse pour d'autres sources de profit. Le gouvernement entérine la manœuvre. Le mouvement ouvrier organisé perd certaines de ses forces parmi les plus anciennes. La rigueur économique se double d'un projet politique : amoindrir les forces de résistances de l'ensemble de la classe ouvrière.

Tous les décrets gouvernementaux reposent sur l'adaptation de la légalité aux besoins patro-

Editorial

LA colère d'Edgar Pisani semble être un pétard mouillé de plus. En annonçant le rappel en métropole d'un capitaine de gendarmerie trop zélé et l'expulsion de cinq militants du Front calédonien (extrême droite), le Haut-Commissaire du gouvernement cache mal qu'il ne contrôle absolument plus la situation. Les groupes d'extrême droite font ce qu'ils veulent, manipulent, provoquent, agressent en toute impunité ; les forces de l'ordre étant plus occupées à « casser du Kanak », en toute impartialité. De plus, la complicité de certains responsables de la gendarmerie avec les anti-indépendantistes les plus acharnés est évidente. On l'a vu lors des assassinats — vite oubliés — d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro. On vient de le voir avec les événements de Thio, où l'extrême droite a pu organiser sa petite partie de campagne tranquillement.

Aujourd'hui, tout le monde parle du plan Pisani au passé. La situation est trop bloquée pour pouvoir faire passer cette proposition néo-colonialiste bon teint. Le F.L.N.K.S., en tout cas, fait preuve d'une grande sagesse en se refusant de tomber dans le piège grossier provocation-répression. Mais combien de temps encore les Kanaks accepteront-ils d'être trompés, baffoués, matraqués ?

Tous les peuples luttant pour leur auto-détermination ont finalement remporté la victoire, souvent au prix du sang versé. L'indépendance de la Kanaky coûtera-t-elle si chère ? De tous temps, le mouvement anarchiste s'est battu contre les colonialistes. Aujourd'hui, sa place est tout naturellement aux côtés du peuple kanak. Cela n'empêche nullement de combattre toute tentation autoritaire. Bien au contraire ! C'est en étant au cœur des luttes que les libertaires pourront en influencer le développement.

naux. Très tôt après le 10 mai, le 17 juillet 1981, le protocole des trente-neuf heures est signé, introduisant la notion d'annulation du temps de travail. La baisse d'une heure de la durée légale du temps de travail ne s'accompagne d'aucun effort pour créer le moindre emploi.

Le 1^{er} avril 1984, l'indemnité au titre des licenciements collectifs est supprimée par la nouvelle convention U.N.E.D.I.C., sanctionnée par décret gouvernemental. Désormais, alors que la courbe du chômage monte, ne subsiste qu'une allocation correspondant à 42% du salaire, à laquelle s'ajoutent 40 F hebdomadaires et une allocation dite de solidarité nationale de 40 F

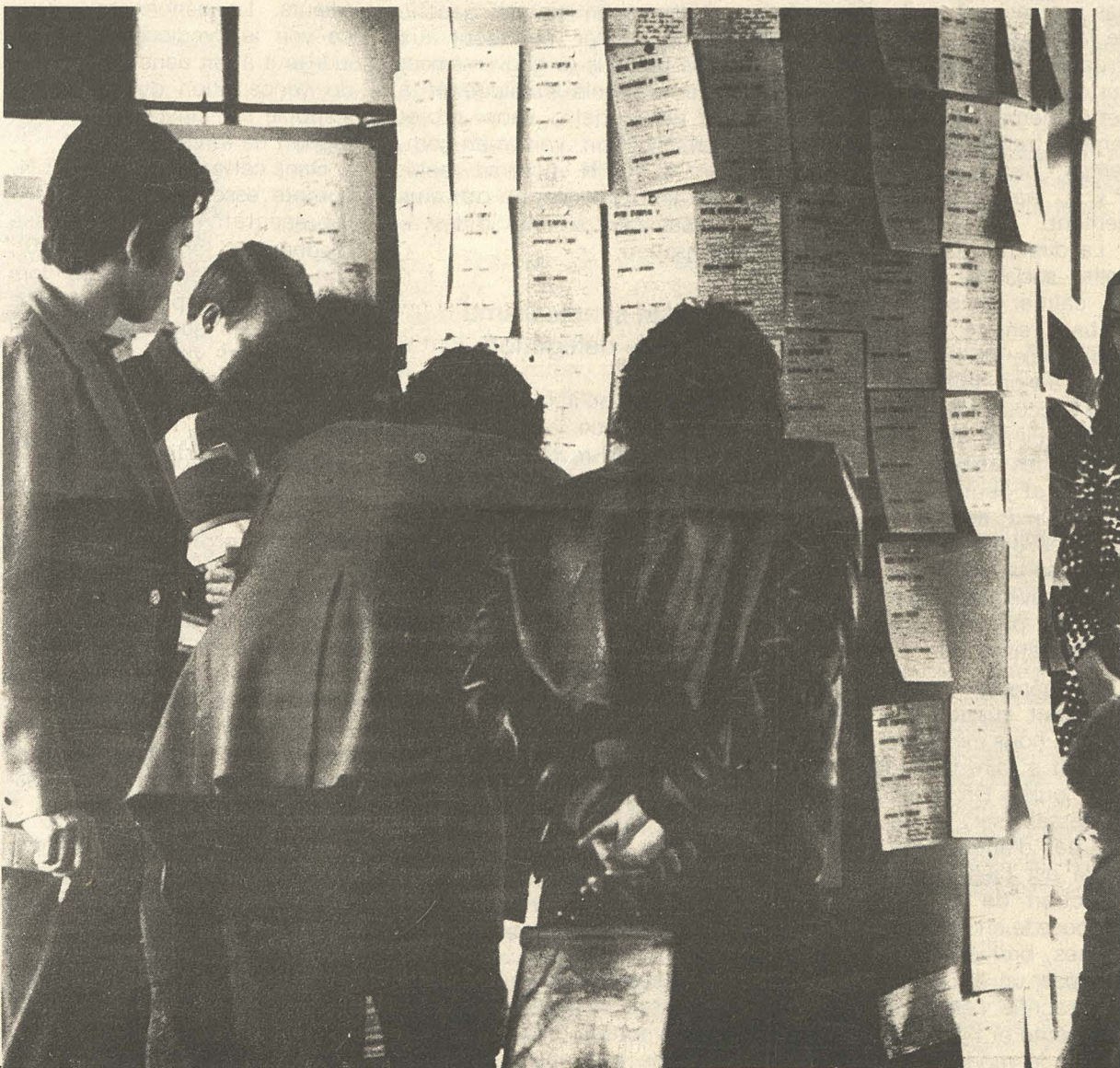
par jour. Un mois plus tard, le 28 mai, le gouvernement encourageait les partenaires sociaux à plancher sur la flexibilité. Innovation vieille comme l'austérité, le gouvernement s'efforce de casser les statistiques du chômage. Les T.U.C. (Travaux d'utilité collective) donnent un petit boulot payé le plus souvent 1 200 F (1 700 F maximum) aux jeunes, manière de les rayer des listes des chômeurs. Dernière astuce, l'extension des congés formation-reconversion à l'ensemble des licenciements économiques. Il s'agit depuis janvier 1985 de payer à peu près 70% du salaire antérieur à un ouvrier en formation pendant 6 mois. Après un stage parking, il ira percevoir l'allocation de licenciement normale.

La défense élastique des syndicats

Les confédérations syndicales ouvrières n'ont pas fait un front contre les licenciements. Elles ont troqué leur fonction élémentaire de défense de l'emploi contre un soutien au gouvernement né du 10 mai 1981. La direction Maire de la C.F.D.T. avait de grandes ambitions. Elle espérait, par son impulsion, rénover le mouvement syndical en l'adaptant aux impératifs de la modernisation. Pour elle, l'intervention syndicale se concentrait sur la réforme des rapports sociaux à l'entreprise.

Il convenait d'adapter ceux-ci aux impératifs de la robotisation et de l'automation, bref à la nouvelle organisation du processus de travail. Précéder les restructurations pour négocier à un moindre coût social leurs conséquences, telle était la ligne de Maire. Elle provoque une crise sans précédent dans la centrale qui se voulait la « deuxième gauche », qui se retrouve la troisième par la grâce des élections à la Sécurité sociale du 18 octobre 1983, et qui est en fait la première

(Suite de l'article page 12.)



RÉPRESSION SYNDICALE A DUCELLIER... ET AILLEURS

LE droit syndical : un bien grand mot, mais qui perd petit à petit sa signification pour les salariés et les délégués syndicaux de certaines entreprises, comme cela a été le cas récemment dans les usines Ducellier.

Dans ces usines, où l'on fabrique des alternateurs et des démarreurs, les restructurations, comme ailleurs, se sont faites sentir et M. Boisson (P.D.G. de Valeo, dont dépend Ducellier) a demandé à son tour un plan de 940 suppressions d'emploi dont 297 licenciements secs. C'est ainsi que la seule organisation syndicale à vouloir refuser ces suppressions d'emploi et la réduction non com-

pensée du temps de travail s'est vue durement réprimée par la direction puisque, selon les usines, 70 à 90% de syndiqués ou de sympathisants C.G.T. figurent parmi les 297 licenciés.

De plus, il faut noter que la C.F.D.T., F.O. et la C.G.C. qui avaient accepté ce plan de restructuration n'ont vu aucun de leurs délégués licencié, alors que 20 délégués C.G.T. ont fait l'objet d'une demande de licenciement (6 ont été acceptées par les pouvoirs publics, alors qu'elles avaient été au préalable refusées par l'inspection du travail).

De même, jeudi 14 février, un nouveau pas a été franchi dans l'arbitraire quand, à l'is-

sue des élections au comité d'entreprise, la C.G.T. avec 52% des voix et quatre sièges s'est vue évincée de la direction du comité, grâce à un consensus F.O.-C.F.D.T.-C.G.C., qui recueillaient au total 4 sièges, mais qui, grâce au vote de la direction ont pu s'octroyer les postes de secrétaire, secrétaire-adjoint et trésorier. Le jour même, la direction signifiait aux délégués syndicaux C.G.T. qu'ils n'auraient plus, désormais, le droit d'assister aux réunions...

La répression syndicale chez Ducellier n'est malheureusement pas un cas isolé, et nombreux sont les établissements où les syndicalistes, qu'ils soient C.G.T.,

C.F.D.T., F.O. ou autres, ont été l'objet de sanctions arbitraires de la direction, allant de la simple mise à pied au licenciement (il est vrai que, par les temps qui courent, cette pratique devient de plus en plus aisée pour le patronat, puisque « Huit fois sur dix, les licenciements de militants et mandataires, le sont à l'occasion de licenciements économiques », voir note 1).

Quelques exemples de répression syndicale :

- S.M.A.C. (Brest) : 8 salariés dont 3 délégués licenciés, suite à un mouvement revendicatif ;
- Aspro (Haute-Savoie) : 5 jours de mise à pied pour 2 élus du comité d'entreprise ayant voulu prendre contact avec des salariés à leur poste de travail ;

• Nascimbet (Montauban) : un délégué syndical et du personnel « interdit de travail » par la direction ;

• Oberthur (Rennes) : 250 licenciés, les trois quarts sont militants C.G.T. ;

• Gerbe (Montceau-les-Mines) : mise à pied et licenciement de 4 délégués du personnel ;

• Omicron (Lyon) : licenciement de 4 délégués du personnel ;

• Clinique Chandiot (Clermont-Ferrand) : licenciement de tous les syndiqués C.G.T. Etc., hélas ! la liste est loin d'être exhaustive. Vous avez dit : « Libertés syndicales » ?

Lilianne

(1) D'après Gérard Gaumé, responsable C.G.T. du secteur Droits et Libertés.



COMMUNIQUÉ

LE groupe de Nice et la Libre Pensée des Alpes-Maritimes organisent une réunion publique le samedi 16 mars 1985 à 14 h 30 à la librairie du Papier maché (12, rue Benoît-Bonico, Vieux-Nice, en face de la gare routière).

Cette première réunion publique aura pour thème :

« La religion face au mouvement ouvrier français depuis un siècle ». Venez nombreux.

Pour contacter le groupe de Nice : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 5, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

Groupe F.A. Nice
Libre Pensée des A.-M.

F.E.N. LE CONGRÈS DE LA DÉSESPÉRANCE

LE congrès de Lille s'est donc achevé sur une victoire de l'actuelle direction syndicale de la F.E.N. ; le rapport d'activité de Pommatteu, réélu secrétaire général, a été adopté par 60% des mandants soit une perte minime de 1,5% par rapport au dernier congrès d'Avignon en 1982, ce qui est vraiment infime vu le désastreux bilan qui est celui de la fédération depuis 1981. La signification en est simple : une grande majorité des délégués s'est refusée à voir les réalités en face ! Cela, à vrai dire, était prévisible, le poids de la bureaucratie est tel que toute remise en cause est vite étouffée. Mais cet aveuglement prépare des lendemains qui déchantent.

Du durcissement de ton au soutien au gouvernement

Bien sûr, Pommatteu a durci le ton, avouons-le, c'était là le réflexe normal d'une direction contestée. Unité et action, en particulier, la tendance de sympathie communiste n'a pas ménagé ses critiques, lançant même par deux des syndicats où elle est majoritaire — le S.N.E.S. et le S.N.E.P. (syndicat des professeurs d'éducation physique) — une grève au beau milieu du congrès. Les motifs de faire grève existent, il est vrai, la rentrée sco-

laire en collèges et lycées notamment sera plus que difficile mais le choix de cette date pour la grève n'était bien sûr pas un hasard : il s'agissait de faire pression sur le congrès. Procédé bien peu honorable surtout lorsque l'on sait que cette même tendance a longtemps freiné toute lutte du temps, pas si lointain, où le P.C.F. participait au gouvernement.

La direction U.I.D. (de sympathie socialiste) se devait donc de calmer l'insatisfaction de la base en ne paraissant pas trop alignée sur le gouvernement. Ainsi a-t-on entendu Pommatteu accuser le président de la République de « capitulation devant les tenants de l'école privée et leur manifestation du 24 juin », de même il avouait que bien d'autres dossiers « lui ont laissé un goût amer ». Alors, rupture avec le gouvernement ? Surtout pas ! Surtout avant les législatives.

Le même Pommatteu précisait tout aussitôt : « Cela ne saurait nous mener en quoi que ce soit à faire le lit de la droite », puis « On ne cherche pas à déstabiliser la gauche, on n'a pas d'autres alternatives ». Et là est bien le problème, la direction de la F.E.N. nous propose le choix entre deux impasses, bref un choix qui n'en est pas un : ou une gauche qui sacrifie l'école publique à l'austérité et l'aligne petit à petit sur le modèle du privé, ou

une droite qui rêve de la démanteler tout à fait. La direction de la F.E.N. a choisi la peste contre le choléra ! Trop liée au gouvernement de gauche pour s'opposer réellement aux coups bas que le gouvernement porte à l'école publique et à ses personnels, sans projet alternatif, l'on voit mal comment la F.E.N. pourrait mobiliser les travailleurs ou plus modestement stopper la désyndicalisation.

Un syndicalisme de délégation

Mais ce qu'il faut bien cerner, c'est que la direction de la F.E.N. ne recherche pas en fait la mobilisation des travailleurs, elle défend bien davantage un syndicalisme de délégation où les problèmes se règlent dans l'atmosphère ouatée des ministères à force de bonnes relations. C'est bien ce que le gouvernement a voulu rappeler à « ses partenaires » en concédant un accord salarial relativement acceptable — même s'il est loin d'être satisfaisant puisque la perte de notre pouvoir d'achat est désormais un fait accompli — juste avant le congrès de Lille. Pommatteu limitait ainsi la casse, simple service rendu entre amis !

La décentralisation verra aussi nombre de militants se perdre davantage encore dans de multiples assemblées, groupes

de travail... temps de concertation avec l'administration où l'on ne brasse que du vent ; les vraies décisions se prenant ailleurs. Le danger est grave de voir le syndicalisme se diluer tout à fait dans cette pseudo concertation qui jamais ne s'appuie sur l'instauration d'un rapport de force.

Dans cette optique, la F.E.N. compte essentiellement sur sa représentativité : sa masse d'adhérents (environ 450 000), son pourcentage de voix lors des élections professionnelles (58,5% des suffrages, ce qui reste, il est vrai, un cas tout à fait exceptionnel à l'intérieur du syndicalisme français). Dans ces conditions, la désyndicalisation, l'érosion de sa représentativité (tout de même 7,5% de moins lors des dernières élections professionnelles) ou les coups que porterait la droite de retour au pouvoir à la F.E.N. particulièrement visée, entraîneraient bien des déchirures et des remises en cause brutales. Ce serait l'obligation alors de changer sa conception du syndicalisme en s'appuyant désormais sur une base mobilisée et combative.

On le voit, la base compte finalement peu et l'on s'en est aperçu à Lille lors d'un congrès qui a paru en marge des réalités, si loins des difficultés que chacun rencontre chaque jour dans son établissement. Le fort taux de permanents syndicaux représentés à Lille et qui

n'ont pas vu d'élèves depuis bien longtemps explique peut-être cela.

La F.E.N. : un outil à préserver pourtant

A l'heure où aucune autre centrale syndicale n'offre de garanties sérieuses de démocratie interne ou de combativité, la F.E.N. reste pourtant un outil à préserver car elle demeure une fédération unitaire. Des personnels unis dans une même fédération cela quand l'école publique s'apprête à subir des attaques sans précédent, voilà qui est essentiel et oh ! combien précieux. La droite ne s'y trompe pas d'ailleurs, elle qui si souvent s'en prend fort durement à la F.E.N. Oh ! bien sûr, ce n'est pas la combativité de la fédération qui lui fait peur, mais le seul fait qu'existe une structure unitaire des personnels de l'Education nationale. Unité à préserver donc au-delà de l'appétit d'autres confédérations qui, face à la diminution des adhérents, tentent d'élargir leur champ de syndicalisation, solution bien illusoire.

Les libertaires ne peuvent pourtant se satisfaire de la présente situation. Pour nous, en effet, si l'unité c'est bien, l'unité pour agir c'est encore mille fois mieux !

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon

THIERRY MARICOURT : 23^e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

LORSQUE vous lirez ces quelques lignes, notre compagnon Thierry Maricourt aura entamé sa grève de la faim depuis 23 jours. Condamné à six mois de prison pour insoumission totale, incarcéré depuis le 6 février 1985 à la maison d'arrêt d'Amiens, il continue sa lutte pour affirmer ses convictions libertaires avec les seules armes qu'il possède actuellement... son corps, sa vie. Vingt-trois jours de lutte pour ne pas être un pion... « Quelle que soit la peine à laquelle je serai condamné, je ne changerai pas mon comportement. Je ne marcherai pas au pas. Je n'endosserai pas l'uniforme », voilà ce que disait Thierry, l'année dernière, lors de son procès en appel. Voilà ce qu'il continue à dire du fond de sa cellule : cellule 204 C.

Sera-t-il transféré à l'hôpital pénitentier de Fresnes ? Les autorités attendront-elles que Thierry soit à la dernière extrémité pour comprendre, enfin, qu'elles ne le feront pas céder ? Tout dépend de notre soutien ! De lui et de lui seulement. En écrivant, en téléphonant aux ministères de la Justice et de la Défense, pour exiger sa libération, nous l'obtiendront... et nous l'arracheront, plus ou moins vite, selon l'importance de la mobilisation. La preuve ! Thierry lui-même l'apporte : « Je crois

que si je n'ai eu " que " six mois de prison ferme, si j'ai pu m'exprimer lors de mes procès et si à l'heure actuelle je suis toujours en liberté, bien que condamné, c'est uniquement grâce à toutes les personnes, à tous les groupes libertaires et/ou antimilitaristes que je le dois. (...) Je tiens d'ailleurs à exprimer toute ma sympathie aux nombreuses personnes qui m'ont aidé au fil des jours... ». Aujourd'hui, Thierry est incarcéré, le dixième jour il ne pesait plus que 55 kilos... combien maintenant ? Alors n'attendons pas plus longtemps pour affirmer notre soutien.

Soyons nombreux chaque samedi à 15 h, jusqu'à sa libération, à protester pacifiquement et silencieusement devant le ministère de la Justice, place Vendôme à Paris. La France n'est pas l'Argentine, et la place Vendôme n'est pas la place de Mai ; mais Thierry est lui aussi emprisonné pour ses opinions. Dans les geôles de France croupissent des prisonniers d'opinion ; ils ont pour noms : Patrick Aguiar, Fabien Duplaa, Serge Beausoleil... et Thierry Maricourt. Ne les oublions pas, obtenons leur libération.

Pascal Bedos

EXIGEONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE

En exerçant un harcèlement téléphonique ;

En envoyant des télégrammes de pression à :

• ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. cabinet du ministre : 261.55.85.

• ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. de la direction des affaires juridiques : M. Cailleteau au 555.95.20.

• Directeur de la maison d'arrêt d'Amiens.

Pour les télégrammes, faites-nous parvenir une photocopie. Pensez aussi à soutenir le moral de Thierry en lui faisant parvenir lettres, revues, journaux à l'adresse suivante : Thierry Maricourt, matricule 10 061, maison d'arrêt, 85, avenue de la Défense-Passive, B.P. 3005, 80030 Amiens cedex.

Vous pouvez également participer au comité de soutien à Thierry Maricourt en nous écrivant au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien

A L'OMBRE DES RÉFRACTAIRES !

MON premier purge une peine de prison de 15 mois, mon second est en grève de la faim, mon troisième en cavale... Le tout est insoumis. Il s'agit bien sûr de Patrick Aguiar, Thierry Maricourt et Christian Frigault. Décidément, la saison des insoumis est bien entamée. A ceux précédemment cités, on peut ajouter les noms de Fabien Duplaa et Serge Beausoleil. Eux aussi connaissent les rigueurs de la répression judiciaire.

Pour sa part, Fabien Duplaa a l'honneur de connaître et d'essayer les innovations de la machine répressive. En effet, pour la première fois à ma connaissance, un insoumis total a été jugé en saisine directe. Ce terme barbare, remplaçant les flagrants délits, permet de « juger » un inculpé en 48 heures, sans avocat. C'est le progrès, cela va plus vite ! Fabien, arrêté le 3 février 1985 à Tocane-Saint-Apre, fut jugé et condamné à 15 mois de prison le 6 février (1). Au suivant, pourrait-on dire ! Son comité de soutien (2) déclare à ce propos : « Les tribunaux permanents des forces armées n'existent plus, mais les tribunaux civils jugent en matière militaire appliquent la même parodie de justice et affichent le même mépris du droit de la défense. » Nous ne le contre-

dirons pas et noterons au passage que les T.P.F.A. offraient au moins l'assistance d'un avocat, même si souvent c'était un militaire commis d'office.

Serge Beausoleil, quant à lui, a entamé depuis son incarcération (3) le 13 février 1985 une grève de la faim et de la soif. Mais lui, c'est un récidiviste, circonstance aggravante, puisqu'en juillet 1983, lors de son incorporation, il avait déjà effectué 17 jours de grève de la faim. Condamné à 6 mois de prison, il jeûne donc de nouveau à la maison d'arrêt de Périgueux. Le gouvernement socialiste espère-t-il que Serge réussira à battre son record ? Certains doivent penser, comme Hernu en 1977, qu'un insoumis sous un régime socialiste, cela ne peut-être qu'un associatif ou un suppôt du capitalisme... On peut, bien sûr, soutenir ce suppôt associatif en contactant le comité de soutien : c/o Michel Provillac, Le Mayne, 24240 Sigoules.

Georges Host

(1) Recevoir des lettres en prison, cela aide : Fabien Duplaa, maison d'arrêt de Gradignan, 17, rue du Chouiney, 33170 Gradignan.

(2) Comité de soutien à Fabien Duplaa, c/o C.A.S.D.A.L., 10 boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux (tél. 53.84.95).

(3) Serge Beausoleil, maison d'arrêt de Périgueux, 2, place Beleyne, 24000 Périgueux.

BERNARD JAUDON : UNE LUTTE COLLECTIVE

DEPUIS le 3 juin 1981, Bernard Jaudon, refusant de rejoindre son affectation pour effectuer son service civil, risque d'être arrêté à tout moment comme objecteur insoumis. Bientôt quatre ans durant lesquels toutes les procédures légales ont été épuisées et B. Jaudon continue d'enseigner dans l'incertitude du lendemain.

En cas d'échec du recours en grâce, la cavale, contrairement à l'arrestation, permettrait la répression d'une faute professionnelle (l'abandon de poste) et non plus l'interdiction pour délit d'opinion.

Analyse du soutien

L'essentiel du soutien ayant été composé par les groupes antimilitaristes et libertaires, il est clair que c'est le problème de fond, celui du refus de l'embrigadement du service national qui a servi de support fondamental aux actions entreprises. Le consensus autour du délit d'opinion, cause de l'interdiction professionnelle, a permis d'obtenir le soutien d'une frange humanitaire peu importante quand au nombre (Amnesty international, les Verts, certains parlementaires nationaux et internationaux...).

Sur le plan syndical, quelques sections du S.G.E.N.-C.F.D.T., l'Ecole émancipée et quelques rares sections de la F.E.N. nous ont apporté leur soutien. Néanmoins, en dépit de l'effort important déployé auprès de toutes les organisations syndicales enseignantes, les résultats ne sont guère satisfaisants, reflétant en cela l'état du syndicalisme actuel, se contentant dans tous les domaines d'évoluer à l'intérieur des limites définies par l'Etat.

Le pouvoir dispose de cinq ans pour frapper B. Jaudon au moment opportun, contraignant le mouvement de soutien à l'attentisme et à l'essoufflement. Objecteurs insoumis, nous nous retrouvons dans la même position que les objecteurs avant l'obtention d'un statut en 1963, avec en plus, l'opinion publique contre nous du fait de la propagande élogieuse du service civil, élaborée par le gouvernement de gauche. Il nous appartient donc de réaffirmer les motivations de l'objection-insoumission.

Le refus du service civil

La nouvelle loi sur l'objection de conscience canalise l'objection dans une modalité d'accomplissement

du service national. Dans le premier article de la loi, on note que le service national est universel et qu'il comprend quatre formes dont l'une est le service des objecteurs de conscience. Or l'origine du service national est la conscription, impôt humain à des fins guerrières. Donc le service civil des objecteurs est une chose paradoxale, puisqu'il n'existe que par rapport au service armé, comme autre impôt de remplacement.

D'autre part, l'examen des modalités d'accomplissement du service civil, démontre l'accent mis sur son rôle punitif. L'objection d'un nombre important d'appelés, surtout pendant et après la guerre d'Algérie, plus les pressions d'une partie de l'opinion publique ont poussé les pouvoirs publics à une tentative de légalisation de ce refus, en déviant les origines idéologiques, et ceci par l'introduction de contraintes liées à l'objection de conscience.

Pour nous, l'objection de conscience ne peut pas être contrainte par la loi. Elle est avant tout un état d'esprit et surtout un comportement de réaction face à toutes les tentatives d'aliénations et de mise au pas de l'individu ; en particulier, dans le cas qui nous intéresse pour l'instant : l'objection face au service national.

Un service civil pour quoi faire ?

C'est la volonté de limiter le nombre d'individus réfractaires et de sauvegarder le principe universel de la conscription. Hormis une grande partie de ceux qui acceptent par « convenance personnelle », certains mettent en avant les fins politiques d'un service civil : possibilité d'agir en faveur du désarmement avec la mise en avant d'une défense non-violente. Si cette collaboration peut contenir des aspects positifs, elle n'en cautionne pas moins la notion de Patrie à défendre. Pour nous, au mot de défense, c'est le concept de « résistance » à toutes les formes d'agressions intérieures ou extérieures, visant à aliéner l'individu que nous mettons en avant.

Cette résistance, par rapport au service national, ne peut passer que par l'affrontement (insoumission), car elle remet en cause la politique globale militariste actuelle, montre le pouvoir de l'individu et reste dans ce cas notre seule possibilité d'expression. Les dépenses en faveur de l'armement ne font que croître, et les mesures favorisant la militarisation sont multipliées

par le gouvernement de gauche. Pour y faire face, nous revendiquons l'insoumission comme acte politique d'opposition.

Pourquoi pas l'insoumission totale ?

On ne remet pas en cause le contenu de l'insoumission totale, mais la stratégie adoptée. Notre insoumission passe par l'étape de la demande de statut, car nous entendons utiliser les acquis des luttes antérieures, c'est-à-dire par les délais supplémentaires liés à l'obtention du statut, la possibilité accrue d'organiser la riposte collective, et réfléchir sur l'acte de l'insoumission sans rompre un dialogue apparent. Notre lutte est également revendicatrice et vise à obtenir le droit légal, ou de fait, de refuser le service national.

Perspectives

Bien qu'apparemment marginale, la position du refus du service national a un certain écho. Le soutien apporté à Bernard Jaudon nous l'a prouvé. Le consensus réalisé autour du délit d'opinion n'ayant cependant pas eu l'envergure escomptée (opinion publique, syndicats...), il est plus que probable que nous n'aurons à compter désormais que sur les mouvements libertaires et antimilitaristes pour réaffirmer notre refus de leur embrigadement. Nous proposons donc, afin d'éviter l'usure, une attente et non un abandon, par rapport au soutien à B. Jaudon. Une information régulière sera maintenue afin de permettre le maintien des structures de soutien.

Objecteurs insoumis, nous bénéficions, à l'heure actuelle, d'un temps précieux de part notre statut, sachant cependant la fragilité de la situation. Plus que jamais donc, il faut intensifier notre lutte et s'interroger sur la stratégie à adopter. Objecteurs insoumis, insoumis totaux, notre lutte plus que jamais est commune, et ce sera notre solidarité qui déterminera un rapport de force.

Comité de soutien

Adresse du comité de soutien à Bernard Jaudon : Le vieux château, 71690 Marigny-Mont-Saint-Vincent.

Bernard Jaudon sera présent sur Radio-Libertaire le 6 mars à l'émission « Allons z'enfants, etc », de 17 h 30 à 18 h 30, pour évoquer son cas et parler de l'osmose Education nationale/Armée.

LE FRONT NATIONAL ET LES CANTONALES L'EFFET DE SPIRALE ?

C OUP d'envoi de l'opération « pêche aux suffrages » sur l'ensemble du territoire en vue des prochaines élections cantonales. Bleu-blanc-rouge, les affiches du Parti communiste ; bleu-blanc-rouge, les affiches du Parti socialiste ; bleu-blanc-rouge, les affiches du R.P.R... A croire que la caste politicarde s'est donnée le mot. Haro sur les pêcheurs à la ligne, tous unis sous la serpillère nationale.

Autant dire qu'une fois de plus le « débat politique » ne va pas voler bien haut. Pendant de longues semaines, la population va devoir subir la logorrhée franchouillarde, beauf et sécuritaire d'un nationalisme imbécile qui, telles les plantes vénéneuses, prospère dans la fange du marais des instincts humains les plus bas.

L'odieux et le grotesque

Constat d'autant plus navrant que ce sinistre marketing électoral fait aussi le jeu d'un nouvel arrivant sur la scène politique, le Front national, un chien enragé qui ne rêve que de faire la pige aux autres vieilles quilles politiciennes. D'ores et déjà les lepénistes organisent réunions publiques sur réunions publiques dans tout l'hexagone, exhibant les tristes figures de leurs tout récents députés européens.

Si elle n'était pas dangereuse, la campagne du F.N., autour de ses bedaines écharpées, pourrait prêter à rire. Les récents « exploits » des élus ou candidats du F.N. relatés par la presse nous rappellent en effet que le grotesque sait toujours faire bon ménage avec l'idéologie la plus odieuse. A Agen, Michel Chirat, candidat de l'extrême droite aux prochaines cantonales, est aujourd'hui sous les verrous. Le candidat de la « sécurité » avait agressé chez eux, à coups de pistolet et de matraque, un couple d'octogénaires ; Gustav Pordea, député européen du Front national, est aujourd'hui accusé d'être un espion à la solde du gouvernement roumain ; enfin, Bernard Anthony, autre député du F.N., s'est récemment illustré au Parlement en proposant que « les huitres ne puissent être désormais ouvertes que par des spécialistes titulaires d'un "brevet européen" afin de leur éviter à l'avenir un surcroît inutile et barbare de souffrance » (1). Un délire de plus de ce responsable intégriste notoire ? Sans doute pas, le but de l'opération était bien plutôt de jeter le discrédit, dans la plus pure tradition de l'extrême droite, sur une institution parlementaire. Quoi qu'il en soit la farce a tourné au fiasco et son initiateur au ridicule.

Voilà qui donne une idée de la consistance des représentants du Front national. Le crapaud national obsédé par le désir de se faire bœuf électoral a avalé à peu près tout et n'importe quoi, au risque de se faire crever le bide.

Une dynamique autoritaire

Toutes ces mésaventures du F.N., répétons-le, pourrait prêter à rire si celui-ci n'avait d'autres réalités que ces tripataillages politicards. Car, au-delà des quelques strapontins occupés par les fessiers tricolores, ce sont de fait les idées autoritaires qui progressent aujourd'hui en France, des idées qui déjà se traduisent en actes. Et c'est dans cette dynamique de l'autoritarisme sous toutes ces formes qu'il faut resituer l'effet Le Pen. Le Front national surfe sur une vague de xénophobie et de nationalisme qu'il n'aurait jamais pu à lui seul lever mais qu'il sait cristalliser, exploiter, récupérer pour lui donner une nouvelle ampleur, un nouvel écho, voire une nouvelle signification politique.

Restitué dans cette dynamique de l'autoritarisme, le Front national aujourd'hui ne peut plus être appréhendé comme

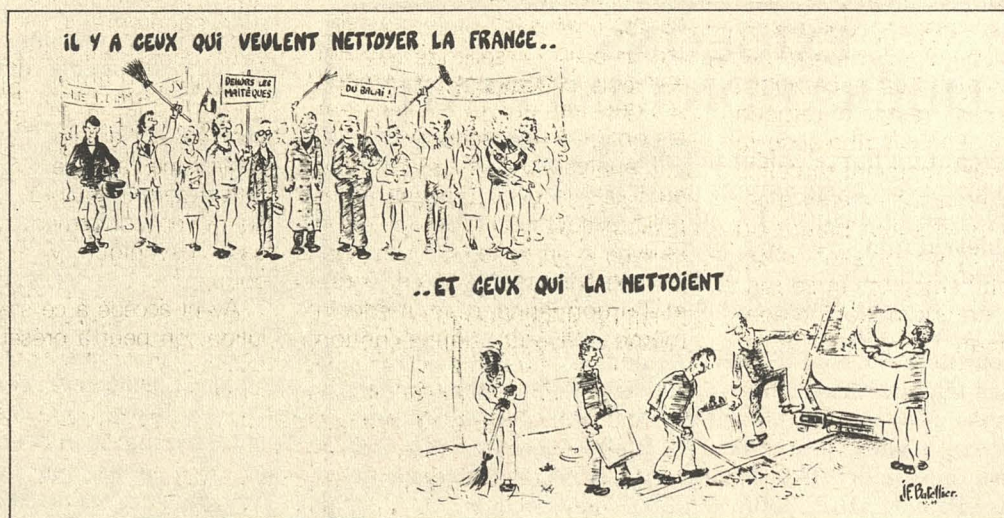
un parti politique de plus sur la scène politique, sa brusque poussée électorale comme un simple phénomène politique. Le F.N. joue actuellement le rôle d'un catalyseur d'une réaction profondément droitiste qui a un impact — et tous les sondages en attestent — dans tous les milieux sociaux et dans toutes les classes d'âge.

Reste que l'« effet Le Pen » pourrait être aussi éphémère que brutal. Il n'a pas manqué de commentateurs avertis pour dresser un parallèle entre la percée nationaliste aux européennes et le mouvement poujadiste. Soit ! Encore faudrait-il bien prendre conscience que la montée du F.N. se nourrit d'une multiplicité de facteurs éminemment plus diver-

score électoral-présence accrue dans les médias-nouveau score électoral.

Au bout du compte ce que confèrent les élections à l'extrême droite c'est une légitimité politique. Il devient de plus en plus possible, voire facile de s'afficher, comme « nationaliste » dans la France de 1985.

L'enjeu du combat antifasciste actuel est donc bien aussi de casser cette légitimité politique et de marginaliser Le Pen dans l'opinion. Un retour forcé à la case départ, qui passe aussi bien par le combat antiraciste le plus classique, par la dénonciation des accords passés entre le F.N. et les partis de droite que par la propagation de valeurs et d'une culture libertaire ou l'exploitation systé-



sifiés que le poujadisme. De plus, aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer que le parti de Le Pen amorce la courbe descendante. Bien au contraire, un conflit tel que le connaît la Nouvelle-Calédonie pourrait bien donner une vitalité supplémentaire aux thèses les plus réactionnaires. Sans oublier la situation politique du moment : les lepénistes sont appelés à s'octroyer une position charnière dans les prochaines consultations électorales.

Ceci explique cela, les dirigeants du P.S. sont prêts à faire adopter le scrutin à la proportionnelle pour mieux incommoder une partie de l'électorat de la droite, les « modérés », qui demeure profondément hostiles aux groupies de Jeanne d'Arc. Un calcul politique qui n'est pas sans danger : un nombre important de députés nationalistes à l'Assemblée et c'est une nouvelle légitimité politique donnée à leurs odieuses divagations, un relais institutionnel de plus pour un racisme et une xénophobie de moins en moins latents. Irresponsabilité habituelle des stratèges politiques qui tablent imprudemment sur l'idée que la montée du lepénisme n'est qu'un feu de paille. Comme le déclarait récemment le petit-fils d'un martyr de la Résistance bien connu, « il est facile d'allumer un incendie mais il est beaucoup plus difficile de l'éteindre ».

Marginaliser Le Pen

Nous n'en sommes pas là. Néanmoins des flamèches apparaissent ici et là, dans à peu près la totalité de l'hexagone. Si les gains militants du F.N. ne sont nullement comparables avec ses gains électoraux, il faut cependant bien constater que celui-ci crée des fédérations départementales là où il n'existait pas il y a quelques années et ouvre des locaux dans de nombreuses villes quand ce ne sont pas des bureaux d'information destinés aux chômeurs.

Les résultats de la prochaine consultation électorale ne sauraient donc nous laisser totalement indifférents. Une confirmation du score du F.N. aux européennes, à plus forte raison une amélioration de ce score, ne peuvent que générer une nouvelle dynamique de ses idées. Le F.N. a déjà su jouer habilement de la spirale

matique des inévitables gaffes et bavures de l'extrême droite (en politique parfois le ridicule tue !).

Le meilleur moyen d'enrayer la spirale nationaliste demeure bien entendu de créer une dynamique antifasciste. Les récentes mobilisations sur le terrain ont montré que potentiellement celle-ci existe. Si le racisme a été un thème porteur pour Le Pen and Co, l'antiracisme et plus généralement l'antifascisme pourrait bien en être un pour la contestation anti-autoritaire.

Les absents ont toujours tort

Autant dire que les anarchistes ont un rôle-clé à jouer dans l'impulsion d'un tel mouvement. Un rôle quantitatif d'abord : dans le contexte d'une décomposition quasi générale de l'extrême gauche, le potentiel militant anarchiste n'est nullement négligeable. Un rôle qualitatif enfin : la présence des anarchistes peut être une garantie contre un antifascisme naïf qui se garderait bien de dénoncer la responsabilité des partis de droite (où l'extrême droite a d'ailleurs placé ses pions depuis belle lurette) dans la montée des idéologies autoritaires ou celle d'un gouvernement de gauche qui avalise les discours les plus réactionnaires en mettant en place, par exemple, un arsenal légal de plus contre les immigrés. En clair, la présence des anarchistes pourrait enrichir un tel mouvement d'une dimension révolutionnaire.

Ceci étant, plutôt que de tirer des plans sur la « comète antifasciste » ou sur ce que doit être ou ne pas être l'antifascisme libertaire, il est sans doute aujourd'hui plus profitable d'être à l'initiative, comme l'ont déjà été de nombreux anarchistes, de la lutte antifasciste. Présence physique dans les mobilisations, présence de l'expression anarchiste dans tous les débats, présence intellectuelle dans l'analyse de l'« effet Le Pen » car, paradoxalement, la compréhension la plus exacte possible des tenants et des aboutissants de la poussée droitiste pourrait nous fournir d'utiles informations sur les mécanismes qui animent les mouvements d'opinion dans la France d'aujourd'hui.

Une fois de plus, agir et débattre demeure la priorité dans un mouvement antifasciste qui ne faillit pas à la règle politique qui régit l'ensemble des mouvements sociaux, à savoir que les absents ont toujours tort.

Jérôme Charentaise

(1) « Ouest-France » du 1^{er} février 1985.

ASSEZ D'HYPOCRISIE

J AMAIS la France n'a connu autant d'apôtre des droits de l'homme depuis que des journalistes ont éclairé un coin sombre de la carrière de Jean-Marie Le Pen. Depuis quinze jours, c'est la grande parade des démocrates indignés, le grand défilé des faux-derches. « La torture, quelle horreur, ma chère ! A l'électricité, vous vous rendez compte ? », et de se précipiter avec gourmandise sur les témoignages détaillés des atrocités commises par l'ex-para borgne.

La même curiosité malsaine que pour les reportages en couleur dans *Hystéria* sur les camps nazis. Et chacun d'y aller de sa petite phrase assassine joliment ciselée pour dénoncer la torture... Et les épiciers *Libération* et le *Canard enchaîné* de se chamailler sordidement pour savoir qui des deux a « découvert » le premier les torturés de Le Pen. Et les tiroirs-caisse de sonner joyeusement. L'information nécessaire devenue l'objet de disputes entre commerçants.

La torture, on veut bien en parler, mais avec du recul : 25 ans, c'est raisonnable. Mais a-t-on jamais entendu tous ces braves gens condamner la torture qui sévit partout, ici et maintenant ? Les détenus ju-

gés « dangereux », qui deviennent fous dans les cellules d'isolement ; la privation sensorielle pour briser les récalcitrants ; les neuroleptiques pour abrutir les plus « nerveux » ; les prisonniers politiques qu'on laisse faire des grèves de la faim de plus de quarante jours sans broncher ; ceux qu'on laisse s'automutiler ; ceux qu'on oblige à voir leurs compagnes au travers d'un vitre blindée ; ceux qu'on psychiatrise parce qu'ils refusent d'apprendre à tuer...

Mais ce n'est pas de la torture, ça ! C'est propre, ça ne saigne pas. Non, la vraie torture, c'est Le Pen et ses paras à Alger ; Pinochet et ses gardes civils ; c'est ce qui se passe dans tant de pays vivants, les pauvres, sous la botte militaire ! Ce n'est d'ailleurs pas ça qui nous empêche de leur vendre nos armes et autres matériels à écraser les peuples. On ne mélange pas les affaires et les sentiments.

Le message qu'on veut nous faire gober, c'est : « Le Pen est un tortionnaire, c'est la brebis galeuse, tous les autres ont les mains propres »... même ses ex-commanditaires socialistes. Désolé ! Nous ne marchons pas !

Gil
Gr. Libertad

TRANSEXUALITÉ

DISJONCTION du psychique et du physiologique, il est de fait qu'un nombre assez important d'individus (1 à 8 pour 100 000 hab.) procède de ce genre de perturbations qui entraînent soit un processus d'intégration à leur état physiologique premier, soit la prise en compte de leur être mental.

Lorsque l'on sait que la plupart des membres de notre société réagissent trop souvent en fonction de pulsions ordonnées par l'apparence des choses et des êtres, l'on peut sans grand effort songer que nombre de transsexuels se renferment dans une carapace les bloquant en un univers hostile où ils se surpassent de plus en plus pour se maintenir dans un état où leur place n'a pas été retenue par la nature de leur psychisme. Beaucoup aussi n'ont pas conscience de leur problème, leur environnement familial les ayant dirigés de par leur physique. Certains trouvent la charge trop lourde à porter et s'efface violemment à la vue de leur entourage (suicide). La génération de nos

parents subit souvent cette dégradation par l'ignorance des remèdes possibles. Seuls, à ce moment, quelques privilégiés purent se permettre d'atteindre leur but.

Le blocage de l'enfance se répercutant malheureusement trop souvent dans la vie socio-professionnelle, ce ne sera qu'à un âge avancé que le sujet prendra connaissance, par des revues, des entretiens, d'un état qui lui semble proche. Va donc se poser le vouloir ou non de prendre en considération son être mental.

Lorsque l'individu en est à un stade d'essai d'intégration de son être physiologique, qu'il a une vie conjugale et des enfants, se greffent des considérations matérielles extrêmement pesantes. La séparation, dans ce cas, reste le remède « miracle ». Les membres de la cellule familiale peuvent toutefois user de tolérance et même d'acceptation envers leur parent ou conjoint. S'aplanissent alors les difficultés morales et se renforce la détermination d'épanouissement. Les jeunes ayant

toujours ressenti ce trouble d'identité (de par un environnement favorable) se sont quelquefois assimilés vestimentairement à leur vraie identité et peuvent accéder à l'opération dès l'âge de vingt-trois ans. Leur intégration à la société en est plus aisée, du moins dans les cas que je connais.

Certains être, à la nature sensible et volontaire, opposent un barrage plus ou moins perméable à l'assomption de leur état civil. Il arrive qu'un jour, mis au pied du mur par les poussées de plus en plus fortes de leur psychisme, ils réussissent à prendre en compte leur état réel d'individus ballottés entre l'homme et la femme sans communication effective ni acceptation de leur part. La solitude restant leur seule compagne, se produit un déchirement qui finalement les oblige à une décision.

L'analyse de soi ayant reçu en finale le désir d'accès à l'équilibre souhaité, l'individu peut se livrer à un traitement sauvage, les expédients étant en vente et l'ordonnance d'un médecin même n'ayant aucune notion

en endocrinologie suffisant à les acquiescer. Il est dans ce cas possible de recouvrer un physique plus en accord avec soi-même. Le danger d'un tel traitement consiste en un possible déséquilibre hormonal provoquant des lésions parfois très graves (cécité, maladies cardiovasculaires, lésions du foie, etc.) s'il n'y a progression lente et suivie par des analyses du sang et autre.

La deuxième solution, la plus sage, consiste à trouver un endocrinologue qui sera apte à vous conseiller et vous suivre dans votre démarche. Mais rien n'est moins suffisant que d'avoir des formes séduisantes. Encore faut-il toucher la notion d'attitude cohérente. C'est donc un effort constant que ce travail implique; d'autant plus important que la vie antérieure aura été annihilante. Cette considération de l'attitude reste un facteur déterminant pour l'intégration à l'environnement. Le déblocage psychique y aide beaucoup.

Ayant accédé à ce stade d'évolution, on peut à présent songer

sérieusement à l'opération qui fera de soi une femme ou l'inverse en son entier ou presque. Les possibilités offertes peuvent paraître nombreuses, considérant le financement privé. Les coûts varient de 13 000 F pour la Belgique à des sommes de l'ordre de 40 000 F pour d'autres Etats (pour un garçon). Dans tous les cas (sauf au Maroc) il sera demandé un dossier psychiatrique conséquent, les chirurgiens n'opérant qu'après constatation de la continuité de votre démarche. Il y a malgré tout, dans cette filière, problème au niveau du changement d'identité dont la procédure reste longue, ennuyeuse et incertaine.

Il existe quand même en France un créneau qui amènera, après de longs entretiens et examens à l'opération, prise en charge par la sécurité sociale et au changement d'état civil. Cette démarche demande du courage, de la patience et l'acceptation de ne connaître la décision positive qu'en final. C'est là le point le plus douloureux.

Michelle

MÉDIAS
ET IDÉOLOGIE DOMINANTE

CERTES le langage qui domine aujourd'hui et dont on bourre le crâne n'est pas nouveau, loin s'en faut ! Ses thèmes en sont archi-conus : ceux de la crise, de l'effort, de la guerre économique, du rassemblement de tous au delà de nos différences sociales et économiques... Non vraiment voilà qui n'a rien de « moderne » puisque l'on retrouve là le langage de l'union nationale, éternel alibi de la collaboration de classe !

Mais ce qui a changé, c'est le poids considérable des médias, de plus en plus omniprésent, et que chacun de nous a, je crois, sous-estimé.

INDIVIDUALISME

L'essentiel tient en un mot : individualisme. Face à la crise, chacun doit « s'en sortir » seul, trouver sa solution individuelle et tant pis si le nombre des exclus ne cesse de croître, c'est qu'ils n'auront pas su être compétitifs... L'on ne demande bien sûr pas aux travailleurs, aux chômeurs de lutter collectivement contre le capitalisme mais hommes politiques et économistes

répètent inlassablement qu'il n'existe que des solutions individuelles aux problèmes du chômage.

Au niveau scolaire, les intentions sont bien les mêmes; les projets de Chevènement ne se mettent-ils pas au service de « l'élitisme républicain » ? Combien y aura-t-il de laissés pour compte pour quelques énarques prétentieux ?

Sur le plan international enfin, le raisonnement est le même. Pas de nouvel ordre mondial, la France doit seulement se placer parmi les nations de tête et tant pis pour les autres, tant pis pour le Tiers-Monde !

LA MODERNITÉ

Dans le même temps, on exalte les vertus des chefs d'entreprise, nouveaux héros de la modernité !

Ce mythe de la modernité fait d'ailleurs sourire, il n'est rien d'autre qu'une énorme tarte à la crème cachant un vide consternant (voir les analyses du quotidien *Libération* ou du parti socialiste...), le problème essentiel n'étant bien sûr pas de savoir s'il faut moderniser ou pas, mais moderniser dans quel but ? Pour quelle société ?

Pour revenir à nos chefs d'entreprise, l'entretien accordé par E. Cresson, ministre de l'Industrie, à l'hebdo *l'Usine nouvelle* est, sur ce point, fort significatif : « ...Un dirigeant, c'est d'abord un homme qui sait entraîner une équipe. Il ne peut y parvenir que s'il est apprécié, aimé même, de ses collaborateurs directs... Quand il y a de bons dirigeants, tout est possible... » Enfin à la question : « Qu'attendez-vous des chefs d'entreprise en 85 ? — Je m'attends à ce qu'ils continuent à travailler. Je suis plutôt satisfaite de ce qu'ils font... » !

Certains partisans de l'économie libérale n'hésitent pas même alors à se réclamer des idées libertaires mais oubliant bien sûr que notre respect fondamental de l'individu ne va pas sans égalité, justice et solidarité. Ainsi leur libéralisme conduit à tout sauf à la libération de l'individu !

EGOÏSME ET REPLI SUR SOI

Pour faire passer le tout, on nous propose enfin une civilisation de l'égoïsme, du repli sur soi, de l'indifférence aux problèmes des autres, le refus de la solidarité pour la seule obsession de son propre bien-être.

Dans le même temps, l'on dénigre tout ce qui est collectif, coopératif, mutualiste ou simplement associatif

Dans de nombreuses analyses, les mutuelles de santé, fruits de l'union et de la solidarité, deviennent des pri-

vilèges. Le syndicalisme aussi devient suspecte.

Au niveau des retraites, autre secteur où se manifeste jusqu'ici la solidarité, l'idée d'une substitution même partielle du système actuel de répartition (ce sont les actifs qui paient les retraites au fur et à mesure) par un système reposant sur la capitalisation (chaque futur retraité construit seul sa retraite par ses versements) prend de plus en plus place dans les projets de la droite comme de la gauche !

Le rêve même de remplacer la Sécurité sociale par une assurance individuelle à l'américaine, chacun couvrant ses risques santé selon ses moyens, soit pas de couverture sociale pour les plus démunis, berce les nuits de nombreux technocrates.

Ce serait l'idée même de solidarité et de transferts sociaux qui serait abandonnée pour le règne absolu de chacun pour soi !

Et à force de subir cette idéologie individualiste véhiculée par les médias et les forces politiques, un nombre de plus en plus grand de personnes devient allergique à l'idée même de regroupement pour la défense collective de leurs intérêts. Comment s'étonner ainsi que le militantisme subisse une grave crise ?

LE POIDS DES MEDIAS

Cette fantastique mise en condition de l'opinion publique ne serait possible sans l'appui des médias. La télé en particulier qui noie tout sur son passage, qui occupe tous les espaces des lieux publics à nos maisons, tous nos instants aussi du jour et de la nuit.

Et cela, sans qu'aucun contre-pouvoir ne puisse réellement concurrencer cette formidable machine à modeler les esprits !

Il ne s'agit pas bien sûr de revenir en arrière, ce serait idiot et de toute façon impossible ; mais de toute évidence, des combats s'imposent et ils sont urgents !

NOS COMBATS

Développer et moderniser notre propre presse pour sûr; mais aussi lutter pour que la télévision, toujours théoriquement service public, devienne l'expression d'un véritable pluralisme. Comment admettre, par exemple, que les cléricaux bénéficient de tant d'heures d'antenne, dont le monopole du dimanche matin, quand la télévision est interdite aux associations de libre-penseurs ?

Qu'on ne se y trompe pas, ces combats sont essentiels. Sans eux, il sera bien difficile de faire sauter les verrous qui s'opposent aux prises de conscience !

Liaison Noyon



TIERS MONDE, CHÔMAGE QUELLES SOLIDARITÉS ?

ILS sont des gens sincères, révoltés aussi devant ces yeux d'enfants noirs agrandis par la faim. Et l'abbé Pierre arrive qui vient leur parler, à grands coups de médias, de leur égoïsme. Culpabilisés, les voici qui renoncent à défendre leur pouvoir d'achat et qui accusent les « privilégiés » qui osent encore faire grève pour quelques pour-cent d'augmentation. Eux ont renoncé à ces luttes « égoïstes », c'est qu'ils sont solidaires des « plus mal lotis ».

Et bien, quitte à choquer, je pense que cette attitude, qui tient davantage de la charité chrétienne que de la réflexion politique, condamne davantage encore le tiers monde à la faim et les jeunes au chômage !

La faim, pourquoi ?

N'oublions jamais que la faim dans le monde n'est pas une fatalité ! N'oublions jamais que c'est le capitalisme qui a détruit les économies rurales des pays aujourd'hui sous-développés : en pillant leurs propres ressources (au temps de la colonisation directe) et, aujourd'hui encore, en mettant les économies de ces pays entièrement au service de nos propres besoins.

Tant pis, si les cultures vivrières traditionnelles ont été remplacées par des monocultures d'arachides ou autres, impropres à nourrir les populations locales. Tant pis, si les exploitations forestières à outrance ouvrent la porte à la désertification. Tant pis, si les schémas de développement proposés, ou plutôt imposés, ne correspondent en rien aux réalités de ces régions.

Quant à nos aides alimentaires, simples mesures d'urgence, elles font souvent périr les rares exploitations locales encore survivantes, qui elles ne sont pas aidées et ne peuvent donc rien face à ces importations massives qui viennent les concurrencer.

Au niveau politique, le problème est identique. Par un tracé, de frontières tout à fait inadapté, ne correspondant à rien d'autre qu'à l'appétit colonialiste de nos bourgeoisies, on instaure des « Etats-bidons », éveillant les ambitions de petits caporaux grotesques promus par nos volontés chefs d'Etat, attisant enfin des luttes entre ethnies que rien, pourtant, ne devrait opposer. Là encore, c'est notre propre schéma politique que l'on impose !

Ces ethnies arbitrairement et autoritairement rassemblées ou déchirées, parfois d'origine nomade, n'avaient rien à faire du Tchad, de l'Ethiopie ou autre entité vide de sens ! Sait-on que l'urgence de la famine du sud de l'Ethiopie a longtemps été caché par les autorités d'Addis Abéba ; celles-ci espérant bien voir la faim venir à bout d'une guérilla que les armes ne parviennent pas à étouffer. De plus, il ne fallait pas porter ombrage au dixième anniversaire de la révolution !

Finissons en précisant que nos aides alimentaires ou financières sont, la plupart du temps, détournées par les bourgeoisies locales ; elles ne servent donc pas aux populations mais souvent même se retournent contre elles ! Ces bourgeoisies seraient en effet sans pouvoir si ces aides ne leur permettaient d'entretenir des armées, outils de répression, de s'acheter des

armes (et plus de 85% de nos ventes d'armes partent pour le tiers monde !), enfin de ne redistribuer ces nourritures qu'au prix d'un chantage à la soumission.

Et ces phénomènes ne font que débiter : un organisme très officiel chiffrerait, il y a peu, que d'ici 10 ans 80% de la population mondiale pourrait se retrouver au-dessous du seuil de pauvreté... Effroyable !

placés devant les mêmes impératifs et désirant donc vendre davantage à l'étranger.

Grâce à leur dollar, monnaie internationale, les Etats-Unis ont trouvé là le moyen d'attirer à eux une bonne part des capitaux du monde ; mais ce moyen nous est bien sûr refusé. Bref, nous suçons le tiers monde et les Etats-Unis nous sucent pour assurer la moder-



Aide alimentaire pour l'Ethiopie.

Aujourd'hui le capitalisme est en crise

Face aux mutations technologiques et scientifiques, il doit se restructurer et ses restructurations indispensables, devant le rythme toujours plus effréné des évolutions techniques, devront, elles aussi, se faire toujours plus vite et surtout coûteront toujours plus cher ! Aujourd'hui, déjà, des sommes colossales sont nécessaires aux investissements. C'est pour répondre à ce besoin de capitaux toujours plus grand que les entreprises ont besoin de reconstituer leur taux de profit. Malheureusement le taux de croissance stagne et comme aucun marché nouveau ne se découvre (ni sur le plan intérieur, mais pas plus vers l'exportation : le tiers monde étant trop appauvri et les autres pays

de leur machine économique ; quoi de plus naturel dans un monde capitaliste où seule compte la loi du plus fort. Le seul moyen reste encore de serrer la ceinture des travailleurs, rogner les pouvoirs d'achat, revenir sur les acquis du monde ouvrier, multiplier les statuts précaires.

Sachant donc que le capitalisme (privé ou d'Etat) est seul responsable du drame où se trouve plongé le tiers monde, cela d'autant plus qu'il est aujourd'hui lui-même bien mal en point, devons-nous travailler à hater sa fin (et donc défendre et élargir nos acquis), ou tout au contraire, l'aider à passer ce cap difficile ? Mais préserver le capitalisme, c'est au-delà des illusions condamner l'Afrique à la faim et priver le tiers monde de tout espoir.

Le seul espoir réside en effet dans notre capacité à rompre

avec le capitalisme, dans notre capacité à définir un véritable socialisme qui ne soit ni la social-démocratie de Mitterrand ni le socialisme autoritaire et étatique qui écrase les pays de l'Est. Le capitalisme est en crise, la bête est malade, aidons-la à crever ! Lui permettre de se renflouer, c'est lui donner l'occasion de sévir encore et toujours !

Et le chômage ?

Le titre de cet article envisageait aussi le problème du chômage dans notre pays ; les analogies sont en effet évidentes. Prenons ce seul exemple : la dernière grève de la fonction publique pour la défense du pouvoir d'achat. Certains ont refusé de s'y associer en solidarité avec les chômeurs et ceux du « privé » qui risquent, eux, leur emploi. C'était oublier un peu vite que l'argent rogné sur le salaire des fonctionnaires n'a pas servi à créer l'ombre d'un seul emploi.

Quant à Gattaz, patron des patrons, il fut le premier à se réjouir de la politique salariale du gouvernement. Le feu vert était donné, les travailleurs du privé, eux aussi, verront leur pouvoir d'achat amputé.

Pour leur part, certains travailleurs du privé ne s'y sont d'ailleurs pas trompés en se joignant aux manifestations des travailleurs de la fonction publique.

Comment ne pas comprendre en effet qu'un acquis obtenu par une corporation est un acquis pour l'ensemble du monde du travail (et donc pour les chômeurs aussi) ; il en va bien malheureusement de même pour les reculs ! La véritable solidarité, c'est travailler à la fin, la plus rapide qui soit, de cette société odieuse qui humilie, exploite, torture, assassine... Surtout ne pas lui permettre de se perpétuer davantage !

J.-M. B.

NON AUX EXTRADITIONS

LE mercredi 20 février, Sergio Tornaghi passait devant la chambre d'accusation du palais de justice à Paris. Il aura fallu un quart d'heure pour établir l'identité de Sergio, ouvrier à la Marelli de Milan, militant syndical et présumé brigadiste de la colonne Walter-Asalia. Plusieurs mandats d'arrêt ont été délivrés contre lui : en mai 1983, pour « port illégal d'armes » ; en avril 1984 pour « insurrection armée contre les pouvoirs de l'Etat » ; en novembre 1983 pour « attentat à fin terroriste, détention d'armes et violences privées ». Ce dernier mandat d'arrêt a donné lieu à une condamnation à perpétuité le 6 décembre 1984, mais cette décision n'est pas définitive.

En attendant que le gouvernement italien envoie la demande d'extradition par voie diplomatique, la chambre d'accusation a fait comparaître Sergio Tornaghi pour identification et le reconvoquera le 13 mars à 14 h pour qu'il prenne connaissance des pièces du dossier.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous permettre de faire un tri, en fonction de nos sympathies politiques, entre tous les réfugiés « extraditables » de quelque nationalité qu'ils soient, car il faut bien voir que ceux-ci constituent pour l'Etat français des otages et une monnaie d'échange avec les autres pays. Après Di Giuseppe, Fedele, Frau, Pastore, Maietta, Sandrini et Tornaghi, d'autres viendront. Toute distinction entre les « bons et les mauvais réfugiés » se retournera inévitablement contre nous, car cela se traduira rapidement en distinction entre les « innocents et les coupables » : ce qui veut dire la fin du droit d'asile et la répression à grande échelle de tout opposant politique. Contre l'internationale des polices, imposons la solidarité internationale !

Nikmo

AFRIQUE DU SUD LE TERRORISME D'ETAT

NOUS avons relaté dans les colonnes du *Monde libertaire* (voir M.L. du 1^{er} novembre 1984) le succès du boycott des élections sud-africaines par ces nouveaux électeurs qu'étaient les indiens et les métis, ainsi que la vague de contestation sociale qui a accueilli cet apartheid new-look alors institué.

Depuis cette période chaude qui a culminé avec l'intervention militaire d'octobre dernier, l'Afrique du Sud vit à l'heure de la révolte larvée et rare sont les journées où des incidents ne traduisent pas l'exaspération d'une population noire dont les droits les plus élémentaires sont bafoués. Lundi 18 février, l'« incident » était suffisamment de taille pour attirer l'attention de nos médias nationaux. Les 65 000 habitants du camp de squatters de Crossroad, près du Cap, apprennent que leurs habi-

tations doivent subir les assauts des bulldozers, suite à une décision du gouvernement de les reloger dans une cité dortoir construite de toutes pièces entre la mer et une base militaire !

Cette déportation massive, éloignant cette population noire de quelques 40 kms supplémentaires de son lieu de travail, n'est en fait qu'une des applications des lois d'apartheid régissant les déplacements de population puisque Crossroad est réservé aux blancs et aux métis.

Pour défendre leurs logements, les habitants n'ont pu opposer que leurs mains nues et quelques jets de pierre aux assauts des forces de police. Lors de cette première journée d'émeute, on pouvait déjà dénombrer six morts parmi les manifestants.

Autre cible pour les policiers : le Front démocratique uni qui

regroupe 700 associations luttant depuis septembre contre la nouvelle constitution. Dans la journée qui a suivi, alors que les manifestations de Crossroad se poursuivaient, six leaders de cette organisation multiraciale ont été arrêtés sous l'inculpation de haute trahison. A ce titre, ils risquent comme les huit autres leaders anti-apartheid arrêtés l'an dernier, la peine capitale.

Quelques dizaines de milliers de jeunes noirs ont repris le boycott des cours. La police a ouvert le feu sur 2 000 d'entre eux alors qu'ils manifestaient près de Kraastadt.

Ainsi un peu partout en Afrique du Sud le terrorisme d'Etat est présent pour réprimer tout ce qui bouge contre les lois absurdes de l'apartheid.

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

« VOIE LIBRE » EN ITALIE

Nous publions cette semaine
le deuxième volet d'un article consacré
aux anarcho-syndicalistes du rail
en Italie (voir M.L. n° 563).

La revendication de la non-pénalisation des retards constitue un autre aspect de la lutte des cheminots. Cette revendication entraîne la nécessité de reconsidérer le temps de travail, ainsi que le temps passé pour se rendre au travail. Voici 70 ans que les travailleurs du marbre de Carrare ont obtenu ce « privilège », et ce au terme d'une série de luttes très dures animées par l'Union syndicale italienne (section italienne de l'Association internationale des travailleurs, A.I.T.) et plus particulièrement par les anarchistes.

Un autre terrain de lutte sur lequel les anarchistes sont particulièrement présents est celui du problème des activités qui touchent aux substances cancérigènes telles que l'amiante et qui sont une menace pour la santé des travailleurs.

« Devant le choix de l'entreprise de respecter la production, même aux dépens de la santé des travailleurs, explique Maurizio, des groupes de travailleurs ont mobilisé l'ensemble des intéressés sur ce problème. Utilisant des méthodes libertaires, telle que la décision en assemblées, ceux-ci ont réussi à diffuser une information complète à ce sujet, en démasquant la subordination à l'entreprise des organisations syndicales et du conseil des délégués, ainsi que le rôle de l'inspection sanitaire F.F.S.S. Ce groupe de travailleurs a démontré qu'il ne faut pas se fier aux médecins et techniciens appartenant à des organisations de gauche qui se déclarent du côté des travailleurs, mais qui

dans les faits sont les responsables des conditions de travail extrêmement dangereuses pour les cheminots dans les ateliers. Ces mêmes organisations ont établi différents palliers de nocivité alors que celle-ci devait équivaloir à 0. La défense de la santé des travailleurs ne doit pas être déléguée, et encore moins aux syndicats et aux organisations de gauche.

Nouvelles technologies ? D'accord, mais...

« Nous ne sommes pas absolument contre l'introduction des technologies. Bien au contraire, nous sommes d'ardents défenseurs de l'amélioration des structures dans la mesure et à condition qu'elles permettent de faire fonctionner les chemins de fer avec une plus grande sécurité et une plus grande vitesse ; mais celle-ci ne doit pas entraîner une dégradation des conditions de travail, ni avoir des répercussions néfastes sur les usagers et sur la société en générale.

« Actuellement, nous sommes 220 000 employés dans l'entreprise. L'introduction des nouvelles technologies qui est en passe de réalisation ne doit pas s'accompagner de licenciements ou de chômage technique. Ce phénomène doit en revanche entraîner une réduction des horaires de travail. Par exemple, les actuelles 40 heures hebdomadaires pourraient être baissées à 35, 32 ou même 30 heures. Ainsi, serait-il dès lors possible de fai-

re travailler en plus de 220 000 cheminots actuels de nombreux autres travailleurs. Cette réforme ne doit pas avoir les retombées qu'elle a actuellement, à savoir l'interruption de certaines lignes ; mais elle devrait d'une part être génératrice de la mise en service de nouvelles lignes, notamment dans le Sud (où le besoin est urgent), et d'autre part, permettre de résoudre d'une façon non négligeable le problème du chômage. Ce qui est certain, c'est que l'application de cette réforme technologique (à partir du 1^{er} janvier 1985) va apporter de profondes transformations. D'ores et déjà, il y a des modifications notables, et ceci pourrait constituer une motivation de plus pour nous inciter à rendre plus performant notre travail.

« Pour conclure, dit Maurizio, on peut déclarer que tous ceux qui forment l'Union des cheminots anarchistes n'ont pas pour objectif de s'inventer des sigles ou des organisations existants seulement sur le papier. Nous sommes, poursuit Maurizio, un nombre de cheminots anarchistes et libertaires qui œuvrent ensemble dans beaucoup de cas, depuis plusieurs années. Sur notre lieu de travail, nous nous sommes aménagés un petit espace, et nous sommes bien connus pour nos positions et nos luttes.

« Si nous parvenons à développer cette union, celle-ci sera un nouvel instrument à la disposition des compagnons. Nous n'entendons pas construire une organisation, mais un outil associatif à l'échelle nationale, promoteur d'expériences et de débats, tout en respectant l'autonomie organisationnelle de chaque localité.

D'après « Rivista anarchica »

AUSTRALIE CENTENAIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

UN Collectif formé par différents groupes anarchistes australiens et par un certain nombre de militants anarchistes s'est mis en place afin d'organiser la célébration du centenaire du mouvement anarchiste australien. Le 1^{er} mai 1886 marque la date de fondation du Club anarchiste de Melbourne, le premier groupe anarchiste formé en Australie.

Du 1^{er} au 4 mai, Melbourne sera le lieu de cet événement. Des orateurs locaux, régionaux et internationaux interviendront sur un large éventail de thèmes tels que le rôle historique de l'anarchisme en Australie, ou encore : l'impact de l'anarchisme dans la société moderne. Un festival d'art et de films anarchistes, ainsi qu'une exposition sur la littérature anarchiste seront organisés conjointement à des conférences sur ces thèmes.

La réussite de cette célébration est subordonnée à l'écho que les médias lui donneront. Il est nécessaire que ceux-ci demandent à leurs lecteurs ou à leurs auditeurs de nous contacter s'ils ont participé à des actions et à des groupes anarchistes dans le passé, nous désirons en effet renouer des liens avec des militants anarchistes investis dans des organisations ayant existé auparavant. De plus, nous sommes particulièrement intéressés tant par les anarchistes qui ont été adhérents à l'A.I.T. (de 1910 à 1920) que par ceux qui ont collaboré à d'autres organisations de 1920 à 1970.

Nous aimerions aussi rencontrer des gens qui seraient susceptibles de nous prêter des tracts, des journaux, des photographies, etc., à propos de l'histoire de l'anarchisme australien afin de les inclure dans notre exposition sur le passé de l'anarchisme australien. Notre collectif publiera après chaque meeting un communiqué de presse. Des membres de ce collectif, réunis sous l'appellation de Média liaison groupe sont prêts à réaliser des interviews à propos de ces célébrations. Adressez toute correspondance au Média liaison group, A.A.C.C. P.O. Box 20, Parkville, 3052 Australie.

Media liaison group



ESPAGNE : COMMUNIQUÉ DES PRISONNIERS POLITIQUES

LE collectif des prisonniers politiques de la prison de Carabanchel (Catalogne) dénonce des faits graves qui se sont déroulés dans la nuit du Nouvel An et qui pourraient bien n'être qu'un triste présage pour les prisonniers en cette nouvelle année.

Les prisonniers politiques ont demandé l'autorisation de ne regagner leur cellule qu'après

minuit afin de fêter ensemble la nouvelle année, au lieu de 22 h comme à l'accoutumée. Le compagnon Guillermo Marin Gaitan, chargé de cette mission, a eut droit pour toute réponse du chef de service, à un magistral tabassage. Il a été agressé par un groupe de gardiens, dont certains étaient dans un état avancé d'ébriété. Ils étaient sûrement pressés de

nous enfermer pour continuer leur saoulerie tranquilles.

Le compagnon Guillermo a été frappé brutalement sur tout le corps et la figure. De plus des menaces verbales lui ont été signifiées. Un gardien lui a mis les menottes et l'a traîné à travers escaliers et couloirs jusqu'aux cellules punitives. Là, le gardien lui a lancé un jet de bombe lacrymogène dans les yeux avant de l'enfermer. A la suite de ce tabassage, le compagnon souffre des voies respiratoires, de diverses blessures à la figure, à l'épaule, d'hématomes aux jambes, reins et poignets, ainsi que de conjonctivite aux yeux. Le Premier de l'An, lorsque nous avons appris l'affaire, nous avons décidé immédiatement de nous mettre en grève de la faim jusqu'à la libération de notre compagnon et l'obtention d'un constat médical.

Mais cette nuit-là a été encore plus sinistre. Dans la 7^e galerie, un prisonnier de droit commun est mort, selon les autorités pénitentiaires d'une péritonite... Ses compagnons de

cellule ont appelé les gardiens pendant quatre heures, mais ceux-ci étaient trop occupés à faire la foire et l'ont laissé mourir comme un chien. Que personne ne pense qu'il s'agit là de cas isolés et exceptionnels qui ont eu lieu pendant une nuit d'ivresse.

Il y a quelques mois, un détenu est mort dans la 5^e galerie d'une attaque d'asphyxie bronchiale dans les mêmes circonstances, par suite de mauvais traitements et des conditions inhumaines de vie. C'est notre pain quotidien dans les prisons. Pour la direction, qui contrôle l'information, il est facile de dire que c'est le problème de la mafia, des drogués et autres mensonges auxquels elle nous a habitués.

La véritable cause est que pour certains fascistes les prisonniers, surtout politiques, sont de la vermine à exterminer. Nous dénonçons Federico Mora Serrano, chef de notre galerie ce jour-là, comme responsable du tabassage dont a été victime notre compagnon. Ce sont des individus comme lui qui ont assassiné notre compagnon anar-

chiste Augustin Rueda en le torturant jusqu'à ce que mort s'ensuive, il y a peu d'années.

Notre résistance et celle des autres prisonniers est une nécessité pour notre survie face à la politique répressive des géoliers, et tout particulièrement des plus fascistes d'entre eux qui n'ont pas hésité à tabasser notre compagnon et à laisser mourir un prisonnier sous prétexte de se saouler en paix. Nous affirmons notre détermination dans la lutte pour la défense de notre intégrité physique et de notre dignité en tant que personnes et militants politiques ; et assurons de notre soutien les prisonniers de droit commun qui, le jour de l'An, se sont révoltés contre l'assassinat de leur compagnon.

Pour finir, nous lançons un appel à tous les médias afin qu'ils cessent de cautionner par leur silence tous ces assassinats, tortures et conditions inhumaines de vie ; et que cesse par là-même l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons et plus spécialement les prisonniers politiques.

D'après « Solidaridad obrera »

ESPAGNE JESUS FORTES EN LIBERTÉ PROVISOIRE

APRÈS ses détentions successives dans les prisons de Madrid et de Barcelone, le compagnon Jesus Fortes, extradé d'Italie (voir M.L. n° 559), est finalement aujourd'hui en liberté provisoire en Espagne.

Il y a fort à parier que la collaboration entre les Etats a marqué une nouvelle étape, laquelle leur a permis de

s'échanger d'une manière éhontée un jeune anarchiste.

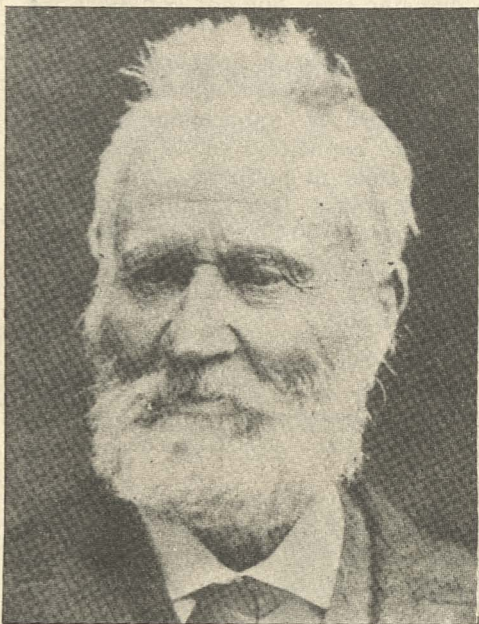
Jesus Fortes vient d'obtenir une « semi-liberté » à l'instar des autres compagnons inculpés dans l'affaire de la Scala, qui ont passé six ans dans les geôles de l'Etat, à partir d'un montage policier et grâce à l'utilisation du traître Gambin.

D'après « Umanita nova »

CARACTÈRES DOCTRINAUX DU BLANQUISME

LE fondement du socialisme comme exécuteur testamentaire de la Révolution française, du socialisme comme idée émancipatrice du mouvement ouvrier et d'une manière générale comme résumé de toutes les aspirations à la justice sociale, le fondement de ce socialisme-là s'exprime en deux mots : l'égalité réelle.

Des sens nouveaux sont venus obscurcir le concept de socialisme dans la conscience du peuple, mais la signification première de cette appellation, heureusement, ne s'est pas perdue, et ne se perdra jamais n'en déplaise aux ennemis de l'égalité réelle, qui s'obstinent à présenter le socialisme comme un système de réglementation, d'oppression et même de domination totalitaire, soit pour faire mieux ressortir l'inspiration individualiste du libéralisme, soit à l'inverse pour réhabiliter l'autoritarisme communau-



Photographie de Blanqui.

taire en en faisant un auxiliaire de la justice sociale.

Mais si l'on veut rétablir dans son véritable sens la notion de socialisme, il ne faut pas craindre de rappeler que ses racines pénètrent profondément dans le terreau idéologique de la Révolution française.

Aux origines la Révolution française

Il faut rappeler et répéter sans cesse que c'est au cours des quatre premières années, les plus fécondes, de la révolution, qu'il est apparu dans l'histoire — il est vrai sous une forme encore embryonnaire — comme une nouvelle force politique. Représenté d'abord par le mouvement des Enragés, qu'inspirait Jacques Roux, il le fut ensuite par celui des hébertistes, jusqu'au moment où il fut brisé par la dictature jacobine. Les enragés et leurs successeurs hébertistes avaient été, d'une manière plus ou moins inconsciente, et en dépit des contradictions qu'ils avaient pu manifester sous ce rapport, les partisans de l'administration directe du peuple, exercée par l'intermédiaire des assemblées de sections parisiennes.

Les babouvistes, qui reprirent le flambeau du socialisme sous le Directoire, préconisèrent l'instauration d'une dictature révolutionnaire provisoire et s'inspiraient en cela, non de la pratique de leurs devanciers Enragés et hébertistes, mais des jacobins radicaux. Tandis que les Enragés et les hébertistes avaient agi au grand jour, au milieu de la « sans-culotterie » organisée, les babouvistes inauguraient une nouvelle forme d'action révolutionnaire, celle de la conspiration aboutissant à un coup de main destiné à déclencher une insurrection populaire qui serait le prélude de la révolution. C'est cette tradition qui fut reprise.

De Babeuf à Blanqui

On sait que l'héritage du babouvisme a été transmis à Auguste Blanqui par Philippe Buonarroti, ancien compagnon de Gracchus Babeuf, notamment au moyen de son ouvrage historique publié en 1828, *La Conjuration pour l'Egalité, dite de Babeuf*. Mais cet héritage ne se réduit pas, comme certains semblent le croire à une simple technique de la prise du pouvoir et à la théorie de la dictature révolutionnaire provisoire. Les babouvistes, et après eux les blanquistes, ne voulaient pas s'emparer du pouvoir pour instaurer leur domination politique, mais pour créer les institutions d'une république réellement égalitaire. Ce qui les faisait agir, c'était une conception pratique et révolutionnaire du socialisme, qu'on appelait alors communisme pour la distinguer du socialisme purement théorique des inventeurs de système. Ils n'avaient pas de plan détaillé de la société future. Mais ils avaient un programme de mesures précises destinées à créer les conditions d'une transformation socialiste de la société, en faisant disparaître toutes les formes de l'inégalité.

Ainsi le babouvisme comportait un programme de mesures immédiates : des mesures sociales comme l'abolition de l'héritage, la distribution de biens aux plus pauvres à titre d'usage ou d'usufruit, l'assistance aux vieillards et aux infirmes et la médecine gratuite ; des mesures économiques comme l'obligation pour tous les individus de participer dans une égale mesure au travail producteur de la richesse sociale, l'abolition de tout salaire en argent, le transfert à la communauté de la responsabilité de tous le commerce extérieur, l'établissement d'un magasin public dans chaque commune, l'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes dans le cadre communal et le développement du machinisme « propre à diminuer la peine des hommes » tout autant que l'utilisation des terres incultes. Enfin, des mesures culturelles tendant à instituer une éducation commune et égale pour tous avec orientation professionnelle, afin de permettre à chaque individu de participer réellement à l'organisation de la vie politique, à la gestion des entreprises et au travail social. Toutes ces mesures devaient constituer la mise en œuvre de cette injonction que les Egaux adressaient dans leur manifeste de 1796 à la république des « honnêtes gens » :

« Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés. Qu'il ne soit plus d'autre différence parmi les hommes que celles de l'âge et du sexe ».

Un communisme agraire ?

Certes, le communisme babouviste fut principalement un communisme agraire. Mais quoi de plus naturel dans une société qui appartenait encore à la civilisation agricole ? Et sous ce rapport les choses n'allaient pas changer très vite. En 1832, Blanqui évoque, face à ses juges, la « machine impitoyable qui broie, un à un, vingt-cinq millions de paysans et cinq millions d'ouvriers pour extraire le plus pur de leur sang et le transfuser dans les veines des privilégiés ». En 1874 encore, dans le manifeste *Aux Communeux*, Edouard Vaillant, dirigeant blanquiste, évoquant la nature du communisme, met au premier rang de la propriété commune la « terre, les richesses naturelles » ; et cela nous montre qu'à cette date, la révolution industrielle, commencée une cinquantaine d'années plus tôt, est encore loin d'avoir transformé la société française.

Blanqui, lui-même, et la majeure partie du courant communiste qui s'était formé sous sa conduite, s'ils reconnaissaient et pratiquaient la lutte des classes, ne lui donnaient pas le sens étroit qu'elle a dans la doctrine marxiste. A leurs yeux, face à la bourgeoisie, c'est-à-dire les riches, les privilégiés, les gros fabricants et propriétaires, les financiers et les hommes d'affaires, il y avait le peuple, c'est-à-dire les pauvres, les paysans, les ouvriers, les masses laborieuses, les petits propriétaires, les artisans, en un mot les « prolétaires ». En 1832, Blanqui, ayant déclaré à ses juges que sa profession était celle de « prolétaire » et s'entendant répliquer que ce n'était pas là une profession, leur répondit : « *Comment, ce n'est pas là une profession ! C'est la profession de trente millions de Français qui vivent de leur travail et qui sont privés de droits politiques* ». Aux yeux des blanquistes, il n'y avait pas, au sein du peuple des travailleurs, de catégorie sociale investie d'une mission historique particulière. Le peuple, pour eux, c'était la nation elle-même, et la lutte pour la destruction de la bourgeoisie était suffisamment justifiée par le fait que cette classe, en asservissant le peuple, s'était exclue de la nation, tout comme le clergé et la noblesse, ces ordres privilégiés sous l'Ancien Régime.

Le problème du nationalisme

L'idée communiste chez les blanquistes, l'idée d'une révolution sociale qui permettrait d'instaurer l'égalité « *au milieu de nous, sous le toit de nos maisons* », comme l'avait revendiqué le *Manifeste des Egaux*, cette idée-là était inséparable de l'idée de patrie. Qu'on ne s'y trompe pas, cependant. Nul esprit de conquête ne les animait. Ils étaient patriotes au sens où on l'entendait durant la Révolution française, à la fois celui de partisan de la révolution et celui d'ennemi des monarques. Si ce patriotisme était aussi une sorte de nationalisme, c'était un nationalisme purement sentimental au fond, et indépendant de forme. Il se fondait en effet sur le sentiment que la France était devenue, depuis 1789, la patrie de la révolution pour l'égalité et que c'était à elle qu'il incombait de reprendre la tâche interrompue et de la mener jusqu'à son terme pour le plus grand bien de toutes les nations de la terre, dont elle était forcément le modèle, la source d'inspiration. Défendre la France contre l'agression, c'était donc la même chose que défendre la révolution communiste.

Ce nationalisme-là était largement répandu dans les classes populaires des grandes villes, et en premier lieu à Paris. On a parfois tendance à oublier qu'il fut l'une des causes de l'insurrection du 18 mars 1871, d'où sortit la Commune de Paris. Que les souvenirs de 1792 et de la « Patrie en danger » hantaient les membres blanquistes du Conseil général de la Commune. Mais le nationalisme sentimental des blanquistes était la source permanente d'un risque de déviation vers un nationalisme doctrinal qui deviendrait le fondement idéologique du mouvement, tandis que le socialisme révolutionnaire se réduirait à une simple politique sociale. Une déviation qui entraînerait donc les éléments les moins formés, de l'individualisme d'extrême gauche vers un déterminisme d'extrême droite, celui de la nation, voire celui de la race. Cette déviation s'est effectivement produite pour une fraction du blanquisme à partir de 1889, entre la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus. Cette fraction se fonda au début du XX^e siècle dans le nationalisme idéologique, dont elle formera un courant révolutionnaire, que l'on retrouvera dans les années 30 et 40

parmi les éléments constitutifs du fascisme, et qui se manifeste encore aujourd'hui sous la forme du nationalisme révolutionnaire européen.

La mort du blanquisme

Quant au blanquisme véritable, celui de l'égalité réelle par le communisme, il ne sut pas maintenir son identité dans les conditions politiques créées par le développement de la démocratie représentative. Collaborant de plus en plus étroitement avec le marxisme, il subit largement son influence et finalement ne s'en distingua plus que sur trois points : sa fidélité à un anticléricalisme intransigeant, son ralliement au principe de l'autonomie administrative des communes, Paris y compris, et à celui de l'indépendance des syndicats face aux partis politiques. Tandis qu'avec Edouard Vaillant les éléments dégénérés du blanquisme s'enlisaient dans le socialisme parlementaire et finalement, en 1905, disparaissaient au sein du Parti socialiste unifié, section française de l'Internationale ouvrière, ceux qui étaient restés fidèles à l'esprit révolutionnaire du courant pensèrent la trouver dans la pratique du syndicalisme révolutionnaire, aux côtés des allemanistes et des anarcho-syndicalistes.

Ensemble, les uns et les autres transformèrent l'union des syndicats ouvriers en une organisation de classe contre le capitalisme et la société bourgeoise : la Confédération générale du travail. Mais ce furent apparemment les anciens blanquistes qui y donnèrent le ton, car la Charte d'Amiens de 1906, qui proclame à la fois l'adhésion de la confédération au même révolutionnaire que prétendait poursuivre dans le parlement le parti socialiste, et son indépendance à l'égard de cette organisation, porte de toute évidence leur marque.

En apparence donc, le blanquisme a cessé d'exister en tant que courant particulier du socialisme vers la fin du siècle dernier. Mais il n'avait été lui-même que l'héritier du babouvisme qui s'était manifesté dans les toutes dernières années du XVIII^e siècle. Est-il réellement mort intestat ? Ce n'est pas si sûr.

Jean Fonta



Blanqui jeune, gravure.

« LE ROMAN DES ÉCAMEAUX »

DE ROGER KNOBELSPIESS

ROGER Knobelspiess n'a pas fini de se manifester, d'interpeller notre conscience, de secouer notre indifférence et de tancer notre inertie : chacun de ses livres s'arrache du non-dit et du néant institutionnalisés, fondements d'un monde social où les apparences suffisent pour être des vérités et des certitudes : c'est pour combattre le mensonge des bons droits, l'illusion du « consensus démocratique », l'inhumanité des consciences pour lesquelles le Bien et le Mal — « les deux versants de la trépanation » — sont aussi tranchés que le noir et le blanc et pour lesquelles d'avance tout est catalogué et classé — le bon, le mauvais ; le bandit, le notable ; le réprouvé, le nant — que Roger Knobelspiess a écrit un premier livre pour dénoncer la condition carcérale à travers les Q.H.S., « ces dégénérateurs d'êtres humains », puis un second qui est à travers son acharnement à lutter contre l'erreur judiciaire, une interrogation sur le fonctionnement de la justice — justice qui, « à l'image de la guillotine, est une lame qui tranche à vif dans le tissu social, et est l'instrument sophistiqué du clivage par excellence ».

Dans son dernier ouvrage, *Le Roman des Ecameaux*, Roger Knobelspiess poursuit son combat et prolonge son discours de dénonciation : après le milieu carcéral, l'institution judiciaire, l'auteur nous entraîne, tel un témoin ou un rescapé d'une réalité insupportable à

la raison occultée à notre conscience, dans l'agonie du prolétariat, dans la misère elbeuvienne de la cité H.L.M. des Ecameaux : Roger Knobelspiess, grâcié en 1981, sort de prison et retrouve dix-sept années après son milieu social d'origine. Il rejoint les Ecameaux où la main d'œuvre ouvrière des industries de la région rouennaise et d'Elbeuf est reléguée, là, dans ce cloaque de boue, aux Ecameaux, « terrain vague flanqué d'H.L.M. sordides, style Emmaüs, béton désaffecté », déportée vers ces stalags H.L.M. putrides... Cité de violence, de drames familiaux ; pas un jour sans qu'un événement délictuel agite le quartier. Face à cette réalité, Roger Knobelspiess accuse la société d'opulence et de profit qui engendre la vie misérable, incarcère les êtres réfractaires à leur condition de pauvre, ou les livre au bagne de l'usine. Roger Knobelspiess interpelle la démocratie qui condamne une frange de sa population à la servitude dans la liberté.

La signification du livre de Roger Knobelspiess est à chercher dans tous les cris, toutes les voix qui sont sorties des pénitenciers comme San Quentin en Californie, Azinara en Italie, Stammheim en Allemagne, ou de la geôle du marquis de Sade, d'A. Blanqui, de Villon, de Verlaine, de J. Genet ou encore G. Jackson, symboles de tous les exclus, les oubliés, les réprouvés du monde, ceux qu'on vitrifie entre quatre murs : « Tous ceux-là, objet de véri-

té et d'actualité ne peuvent constituer pour la démocratie des faits d'histoire et de culture, mais sa négation même », écrit Roger Knobelspiess.

L'écriture du *Roman des Ecameaux* par la force de son sujet, le réalisme de sa forme appartient à une littérature qui nous est commune. A la lecture de certaines pages, on croit reconnaître le personnage de Coupeau de *L'Assommoir*, ou à travers différentes scènes, la société opaque des ouvriers qui rencontrent leur raison sociale au comptoir des estaminets à la sortie de l'usine, que Zola a décrit dans son roman, auquel on ne peut s'empêcher de se référer tant la misère des faubourgs prolétaires au siècle dernier ou des cités ouvrières aujourd'hui pérennise la même déchéance de l'homme rejeté au cœur de ces postillons sociaux.

Mais Roger Knobelspiess, c'est aussi l'insurgé, le révolté qui confond sa voix et sa vie avec celles des misérables et des réprouvés. Il rejoint Jules Vallès qui, avant lui se voua au peuple et s'évertua à faire entendre le cri d'un peuple maintenu hypocritement dans la servitude et la misère, et qui « ne réclame pas l'aumône d'une pitié, mais sa libération des forces matérielles et spirituelles qui le maintiennent en tutelle. » (Jules Vallès).

Pascal Le Bert

« *Le Roman des Ecameaux* », Roger Knobelspiess, éd. Grasset, 170 p., en vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F.

« GUIDE DU CITOYEN FACE A LA POLICE »

DE DENIS LANGLOIS

« PAPIERS, s'il vous plaît ! ». Ou même si cela ne vous plaît pas. Au hasard d'un couloir de métro, d'une rue, le soir, d'une route de campagne, à la fin d'une manifestation, à 6 h du mat' sur votre paillason, en allant changer votre carte d'identité ; bref, vous pouvez les croiser à chaque instant. L'œil aux aguets sous le képi martial, ils sont légions : les flics, condés, keufs, duls, bleus, poulagas, pandores, bourres, etc. Généralement, l'invective : « Vos papiers ! » annonce les emmerdements... ou au moins l'humiliation.

Nous, bons cons, citoyens ne connaissant même pas nos droits face à ces bandes bleues-marine qui font régner l'insécurité dans nos rues et nos cités au nom de l'Ordre... Que faire lorsque, pour une quelconque raison, on se retrouve dans la ca-

ge d'un commissariat ? Que répondre — ou essayer, du moins — quand les policiers veulent absolument nous fouiller ou nous faire ouvrir notre coffre de voiture ? Doit-on se balader obligatoirement avec sa carte d'identité dans la poche ? Peut-on manifester son mécontentement lorsqu'un rassemblement politique est interdit ? Que sommes-nous tenu de dire lors d'une interpellation ? Et que pouvons-nous taire lors d'un interrogatoire ?

Denis Langlois vient de rééditer son *Guide du citoyen face à la police* (1), après quelques réactualisations suite aux modifications des lois apportées par

les socialistes. Ce guide contient toutes les réponses aux questions que vous vous posez sur l'attitude à adopter face à la police, sans avoir osé aller demander au commissariat ! Tous les cas de figure opposant policiers et citoyens sont disséqués, ponctués ça et là de petites notes au vitriol. A lire donc, mais surtout à apprendre par cœur ! Est-il encore besoin de préciser que cela peut être utile ?

Gil

(1) « *Guide du citoyen face à la police* », Denis Langlois, éd. La Découverte, en vente à la librairie du Monde libertaire, 45 F.

DES ANIMATEURS QUI NE « MÂCHENT » PAS LEURS SUJETS

LES animateurs de l'émission « Du coin des marmites » se réjouissent ! Et oui, plus d'un an déjà. Il serait bien fastidieux en ces quelques phrases de vous narrer tous les sujets débattus au fil des émissions. Toutefois nos invités sont toujours venus, « bon pied, bon œil », de diverses professions et activités ayant pour objet l'aliment. Ce dernier n'est pas le moindre des besoins, il est l'un des plus fondamentaux que l'homme ait toujours connu.

Mais les « mangeurs de carottes » font preuve d'ouverture d'esprit et ont décidé de s'intéresser aux résultats ultimes et non moins fondamentaux de cette alimentation.

Claude, Jean-Marc, Philippe



PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 28 février :
« De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : dans la série « humour, toujours », reçoit Patrick Billard, Rémy Fevrier et Patrick Dupuis.

« Si vis pacem » (18 h à 19 h) : l'émission de l'U.P.F. reçoit Didier Daeninckx, auteur de série noire.

« Chronique syndicale » (19 h à 22 h) : animée par des militants anarcho-syndicalistes, parlera du Conseil de l'Ordre des médecins, avec Philippe Sopena, membre du Syndicat de la médecine générale.

• Vendredi 1^{er} mars :

« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Henri Leclerc, avocat, membre de la Ligue des droits de l'homme, qui traitera du thème des droits politiques des immigrés.

• Samedi 2 mars :

« Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : avec Paul Chenard et Robert Guerin : la pilule ou la bombe.

« Près du radiateur » (18 h à 19 h) : à propos du racisme.

• Dimanche 3 mars :

« Folk à lier » (12 h à 15 h) : séquence mensuelle de country, puis une heure durant en compagnie de Benoit Lecomte, guitariste-compositeur-interprète.

« Grand Angle » (18 h à 20 h) : cinéma et handicap avec le Bureau documentation handicap.

• Mardi 5 mars :

« Le magazine pour rire » (14 h à 18 h) : avec Bernard Lavilliers.

• Mercredi 6 mars :

« Allons z'enfants, etc. » (17 h 30 à 18 h 30) : émission antimilitariste avec Bernard Jaudon, objeteur-insoûmis menacé de radiation par l'Education nationale.

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale : santé et conditions de vie (suite).

BILAN DE LA SOIRÉE PHILIPPE VAL A LILLE

MARDI 12 février, la Fédération anarchiste organisait une soirée à la M.A.C. de la Cité scientifique à Villeneuve-d'Ascq. Cent-vingt personnes étaient au rendez-vous. Après une conférence-débat sur l'anarchisme qui rassembla une soixantaine de participants, Philippe Val nous fit partager son univers musical.

L'exposition « Un siècle de presse libertaire », ainsi que les stands de la librairie de l'Idée libre et du journal *Otages* connurent un réel succès ; succès militant qui malheureusement ne se confirma pas sur le plan financier, puisque le groupe de Lille se retrouve aujourd'hui avec un déficit de plusieurs milliers de francs. Pour le soutenir : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (C.C.P. 7 269 40 X, Lille ; chèque à l'ordre de E. Dussart).

Groupe de Lille

SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE XAVIER LACOUTURE

LUNDI 4 MARS, A 20 H 30, AU CITHÉA

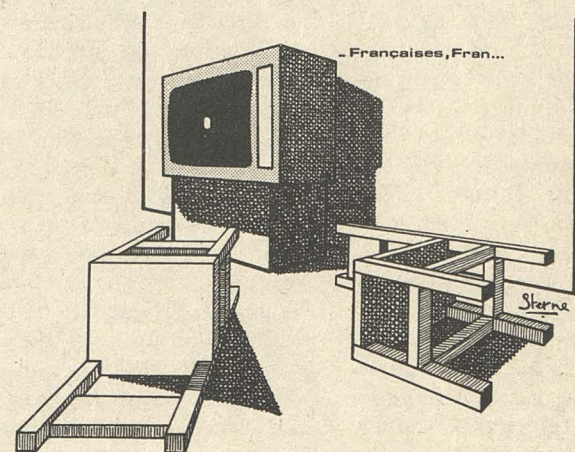
112, RUE OBERKAMPF, PARIS 11^e

PRIX DES PLACES : 40 F

(30 F POUR LES PORTEURS DE LA CARTE D'AUDITEUR)

BILLETS EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU M.L.

145, RUE AMELOT, 75011 PARIS



« Quoi de neuf à la télé, ce soir ? »

L'EMPLOI LE PREMIER DES DROITS

(Suite et fin de la page 3.)

par l'importance des oppositions suscitées en son sein.

La C.G.T. de Henri Krasucki a été particulièrement marquée par le passage du P.C.F. au gouvernement. Des combats ont été livrés, mais d'autres ont été explicitement non livrés au nom de la défense du gouvernement Mauroy. A l'heure où

crifier quelques centaines d'emplois dans l'espoir de sauver le reste et de préserver la firme de la fermeture définitive ? Les directions Maire et Krasucki ont opté pour la même solution, celle d'accepter le sacrifice de quelques-uns au nom de la sauvegarde des dix-sept mille autres. Bel échec ! Les licenciements continuent de plus

aujourd'hui hors de question.

Quand l'action touche de grosses entreprises — Creusot-Loire ou Renault —, quand elle touche des secteurs industriels entiers — charbon, chantiers navals ou acier —, le même problème se retrouve. L'échelon est simplement supérieur. En 1984, les mineurs de charbon sont montés à Paris. Les sidérurgistes lorrains aussi. Sans oublier ceux de la construction navale. En 1984, il y a eu toutes les usines Renault en grève au même moment, à la rentrée. Quel usage a-t-il été fait de cette disponibilité à se battre ? Chacun est retourné dans sa région, sur son site, dans son atelier. Jamais, une action unique, commune, n'a été organisée. D'où une question lancinante : comment gagner sur l'emploi maintenant, et comment s'y prendre ? Faute de réponse à cette question décisive, la crise et son cortège de licenciements apparaîtra comme inéluctable, et les réflexes de débrouillardise individuelle se multiplieront.

L'unité est fréquente dans l'entreprise, lorsque les travailleurs ont le dos au mur. Tout au contraire, la division des organisations syndicales règne depuis huit ans maintenant. Cette division n'est pas la meilleure voie à emprunter pour faire face aux licenciements, mais elle suit le parcours sinueux des intérêts particuliers de chaque appareil syndical. Concernant la flexibilité : C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et F.O. voulaient l'unité au sommet pour faire passer le projet patronal et « isoler » la C.G.T.. Cette dernière a répliqué, non par la mobilisation, mais par une contre-manœuvre : interpeler et dénoncer à la fois les autres centrales qui, elles, voulaient signer. La division des syndicats est à l'évidence un obstacle supplémentaire dans la voie de la riposte ouvrière aux licenciements et au chômage.

Pour l'emploi il faut un mouvement d'ensemble

La classe ouvrière est la seule classe qui n'ait pas fait peser tout son poids par ses mobilisations depuis le 10 mai. Les directions P.S. et P.C. ont répandu, sur elle, le brouillard soporifique de la gestion loyale du système capitaliste en crise. Pour empêcher une destruction des secteurs organisés et combattis dans l'industrie, pour empêcher l'expulsion hors des entreprises des travailleurs, il s'agit que la classe ouvrière, de manière homogène, fasse irruption sur la scène politique. Combien y a-t-il eu de grandes manifestations ouvrières depuis le 10 mai 1981 ? Ont-elles eu le degré de détermination des cathos pour leur « écoles privées » ou simplement des patrons routiers

pour le prix du fuel et les taxes douanières ? Tout cela a manqué. Et ce manque a contribué à disloquer les rangs ouvriers.

L'organisation d'un mouvement d'ensemble qui débouche sur la grève générale est nécessaire. Son principal objectif devrait être le droit à l'emploi pour tous. Dans une société où l'accès à la satisfaction des besoins élémentaires passe par le travail, celui-ci est un droit fondamental. C'est ce droit qui est bafoué chaque jour par les patrons qui licencient et le gouvernement. Il faut construire un pont entre les revendications immédiates des chômeurs et celles des actifs menacés d'aller les rejoindre.

L'objectif lié au précédent est la lutte contre le moindre licenciement qui ne saurait se justifier d'aucune manière. Non, il n'est pas légitime d'envoyer un travailleur — quelque soit son âge, son sexe et sa nationalité — aller pointer pour de longs mois à l'A.N.P.E. Dans une société qui ne fournit aucune reconversion et où aucune branche industrielle ne crée d'emplois, un licenciement est une forme de bannissement d'un travailleur, une sanction pour l'empêcher d'accéder à une forme de vie stable.

35 heures et emploi

Les patrons voudraient accorder à chaque individu un droit au travail spécifique adapté aux exigences de leur taux de profit. Ils nient le premier des droits de l'homme à tous ceux qui ne sont pas immédiatement utiles à la rentabilité de leur capital, et les condamnent au chômage. La revendication de la

semaine de 35 heures en 5 jours pour tous, avec maintien intégral du salaire est un premier barrage face au projet de division de la classe ouvrière, mijoté par les possédants, avec l'aval du gouvernement.

La semaine de 35 heures doit constituer une première mesure. Elle permettrait déjà de mettre fin à toute nouvelle charrette de licenciements, en maintenant l'ensemble des postes de travail disponible par la réduction du temps de travail. A terme, c'est une réduction encore plus radicale qui constitue le seul moyen d'en finir une fois pour toute avec le cancer social du chômage.

La somme de travail, nécessaire à l'échelle de la société, doit être répartie entre tous les travailleurs disponibles. La durée du travail de chacun dépendra de l'emploi de tous. Il ne s'agit en rien de répartir la misère. Cette revendication s'accompagne au contraire de l'évaluation de la somme de travail à fournir en fonction des besoins de la société, et non plus de la courbe du taux de profit. Et, il y a de quoi faire ! Une simple question le soulignera simplement : y a-t-il trop de biens produits aujourd'hui sur la planète, alors que les moyens de production tournent au ralenti, tandis que les symptômes de la misère s'accroissent dans nos sociétés et que périssent hommes, femmes et enfants, par dizaine de milliers dans les pays dits « sous-développés » ? Evidemment non. La satisfaction de ces besoins exige donc un développement productif sans précédent.

Fred
Alpes-de-Hte-Provence



des milliers d'emplois étaient sacrifiés aux profits capitalistes, la C.G.T. se contentait d'attendre, de huiler les rouages sociaux en faveur du gouvernement. Le départ des ministres communistes du gouvernement l'a conduite à adopter un autre langage, celui de la grève générale pour ne pas l'organiser. Hier chante des droits nouveaux octroyer par les lois Auroux et des « nouveaux critères de gestion », la voilà maniant ces thèmes en y adjoignant la grève générale. Cette C.G.T., hier en chute libre, essaye ainsi de combler la place laissée par F.O. et la C.F.D.T. Ce nouveau langage approprié semble payer dans les urnes des récentes élections professionnelles.

Et pourtant, le chômage continue de progresser. Même face aux licenciements, les centrales syndicales refusent le combat frontal. La première grève perçue comme déterminée par les restructurations industrielles, celle de Talbot (fin 1983, début 1984) posait à l'ensemble du mouvement ouvrier la question centrale : faut-il se battre pour qu'il n'y ait aucun licenciement, pour que l'ensemble des forces ouvrières concentrent leur énergie autour de la lutte des licenciés, afin de faire comprendre au patronat le prix de licenciements massifs ? Ou bien faut-il accepter de sa-

belle à Citroën et Peugeot, et la marque Talbot risque d'être supprimée.

Le poids du combat solitaire

Des luttes contre les licenciements, il y en eu, et de belles ! Et il y en aura d'autres. La démission du sommet face aux licenciements patronaux et gouvernementaux n'est pas celle de la base. Mais les luttes posent des problèmes qu'elles n'arrivent pas pour l'instant à surmonter. Lorsque l'action est déclenchée dans une entreprise contre les licenciements à venir ou contre la fermeture de l'entreprise, le poids de l'isolement pèse immédiatement. Là, on s'aperçoit du nombre de licenciements déjà obtenus par le patronat dans d'autres secteurs, dans les usines voisines de la sienne. Et les succès patronaux se font sentir. La sombre perspective de se retrouver au chômage est difficile à surmonter. Alors, comment briser ce mur, cet isolement ? L'interprofessionnelle, l'union départementale des syndicats, pourrait jouer un rôle irremplaçable de coordination de la solidarité autour d'une action. Mais souvent, elle a contribué à discréditer l'idée même de solidarité en laissant choir, dans le passé, des travailleurs pour qui soutenir les autres devient



communiqués

• PARIS

Le groupe Paris-15° reprend ses activités et vient d'éditer un nouveau numéro de « La Feuille » intitulé « Le monde est pourri ». Pour tous ceux qui voudraient prendre contact avec notre groupe, ils peuvent le faire en passant nous voir lors de nos ventes du « Monde libertaire » le mercredi, au métro Pernety, de 17 h 30 à 18 h 30 ; et au métro Cambronne, à la même heure, le vendredi.

• SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno ne tiendra plus ses permanences à la Bourse du travail.

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tiendra désormais ses permanences au 7, rue du Muguet, le jeudi, de 20 h à 21 h.

• ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus ne tiendra plus ses permanences à la librairie La Tête en bas, mais au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers, les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, à partir du mois de mars.

• MILLAU

Les personnes intéressées par la propagande anarchiste dans la région de Millau peuvent prendre contact avec la liaison F.A. en création, en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• ANGOULÊME

L'Echappée belle dont vous avez appris la naissance dans le « Monde libertaire » n° 561 cherche un lieu d'accueil pour cet été. A la mer, à la montagne ou à la campagne, nous avons besoin d'une structure pouvant accueillir une trentaine de personnes (chambres, salles communes, cuisine, sanitaires, douches), ainsi qu'un bout de terrain pour camper. Date : juillet 1985. Alors, si près de chez vous, vous avez connaissance d'un tel lieu, n'hésitez pas ! Ca urge ! Toutes les propositions seront les bienvenues, sous forme de prêt, de location et pourquoi pas de don. Pour tout contact : A.D.I.R., B.P. 82, 16001 Angoulême cedex.

• POITIERS

Le groupe Berkman vient de se créer sur Poitiers. Pour le contacter : C.E.R.I.L., B.P. 166, 86004 Poitiers cedex. Le groupe tient une table de presse tous les dimanches matin au marché de la Z.U.P., de 10 h à 12 h. Il participe à l'émission « Cactus » du Collectif libertaire tous les mercredis de 13 h à 14 h sur R.P.O.-Forum (90 MHz).

• LILLE

Les permanences du groupe de Lille se tiendront désormais tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06. Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

éditions

• CHANSONS ANARCHISTES

Le groupe Région-toulonnaise diffuse une cassette (durée : 1 h) de chansons anarchistes internationales (Italie, France, Allemagne, Espagne, Suisse, Argentine, Etats-Unis, en yiddish). Prix : 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de Nappi Bruno, à adresser à C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• « VOIE LIBRE »

« Voie libre » n° 5 (organe anarcho-syndicaliste des transports) est paru, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Abonnements : 10 numéros, 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 0 65 60 85 S 020, Paris.

• AFFICHE



• AFFICHE

Le groupe Kropotkine vient d'éditer une affiche à propos de la Nouvelle-Calédonie (format 50 x 70). Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires et 5 F à l'unité.

• AFFICHE



sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Edito, L'emploi le premier des droits — PAGE 4 : Répression syndicale à Ducellier... et ailleurs, F.E.N./le congrès de la désespérance, Communiqué — PAGE 5 : Thierry Maricourt/23° jour de grève de la faim, A l'ombre les réfractaires, Bernard Jaudon/une lutte collective — PAGE 6 : Le Front national et les cantonales/l'effet de spirale ?, Assez d'hypocrisie — PAGE 7 : Transsexualité, Médias et idéologie dominante — PAGE 8 : Tiers monde/chômage/quelles solidarités ?, Non aux extraditions, Afrique du Sud — PAGE 9 : « Voie libre » en Italie, Espagne : communiqué des prisonniers politiques, Australie : centenaire du mouvement anarchiste, Espagne : Jesus Fortes en liberté — PAGE 10 : Caractères doctrinaux du blanquisme — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Bilan de la soirée val à Lille, Emission R.-L. — PAGE 12 : L'emploi/le premier des droits (suite et fin).

liste des permanences des groupes f.a.

• PROVINCE

• AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.
• ARDECHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
• BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.
• CALVADOS
Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detolles.
• CHARENTES-MARITIMES
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
• CÔTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE
Groupe « Les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creac'h, rue du Professeur-Chrétien.

• HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

• HAUTE-LOIRE
Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Breuil, Le Puy.

• LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE
Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

• MANCHE
Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

débats

• BORDEAUX

Mercredi 6 mars, à partir de 21 h, au 7, rue du Muguet, le groupe Durruti organise une projection du film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel Body », un témoignage de la révolution russe.

Ce film, à travers une discussion entre Marcel Body (« Un piano en bois de Carélie ») et Alexandre Skir-da (« Makno, le cosaque de l'anarchie »), renoue les fils d'une mémoire libertaire sur des événements qui appartiennent à l'histoire ouvrière. Ce film sera suivi d'un débat.

• CORBEIL

Le groupe de Corbeil organise une projection-débat sur la révolution espagnole de 1936 à 1939, le vendredi 1^{er} mars, à 19 h 45, au 2, rue Raymond-Brunot (Gare et sortie : Moulin-Galant).

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise un meeting sur la Nouvelle-Calédonie avec la participation de D. Guerrier et J. Ouneï, le samedi 2 mars à partir de 15 h à la salle municipale, 5, place Allende, 95100 Argenteuil.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐ Abonnement de soutien ☐

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat lettre ☐ Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse